

Socfinasia S.A.

2019 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	17
1. Caoutchouc	17
2. Huiles végétales	19
Environnement et responsabilité sociale	22
Chiffres clés	23
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
Données boursières	25
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	26
1. Introduction	26
2. Charte de gouvernance d'entreprise	26
3. Conseil d'Administration	26
4. Les Comités du Conseil d'Administration	30
4.1 Comité d'Audit	30
4.2 Comité de Nomination et de Rémunération	30
5. Rémunérations	30
6. Notification de l'actionnariat	30
7. Calendrier financier	31
8. Audit externe	31
9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	31
10. Autres informations	31
Déclaration de conformité	32
Rapport de gestion consolidé	33
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	37
Etats financiers consolidés	41
1. Etat de la situation financière consolidée	41
2. Compte de résultat consolidé	43
3. Etat du résultat étendu consolidé	44
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	45
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	46
6. Annexe aux états financiers consolidés	47
Note 1. Généralités et méthodes comptables	47
Note 2. Filiales et entreprises associées	59
Note 3. Contrats de location	61
Note 4. Immobilisations incorporelles	63
Note 5. Immobilisations corporelles	64
Note 6. Actifs biologiques producteurs	65
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	66
Note 8. Participations dans des entreprises associées	67
Note 9. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	71
Note 10. Impôts différés	71
Note 11. Stocks	72
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	73
Note 13. Autres créances (actifs courants)	73
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	74

SOMMAIRE

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	75
Note 16. Capital	75
Note 17. Réserve légale	75
Note 18. Engagements de retraites	76
Note 19. Autres dettes	78
Note 20. Instruments financiers	78
Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	80
Note 22. Dotations aux amortissements	80
Note 23. Dépréciations d'actifs	81
Note 24. Autres produits financiers	82
Note 25. Charges financières	83
Note 26. Charge d'impôts	83
Note 27. Résultat net par action	85
Note 28. Dividendes et tantièmes	85
Note 29. Informations relatives aux parties liées	86
Note 30. Concessions de terrains agricoles	88
Note 31. Information sectorielle	88
Note 32. Gestion des risques	92
Note 33. Environnement politique et économique	95
Note 34. Evènements postérieurs à la date de clôture	95
Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	95
Rapport de gestion social	96
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	102
Etats financiers sociaux	106
1. Bilan au 31 décembre 2019	106
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	108
3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2019	109

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

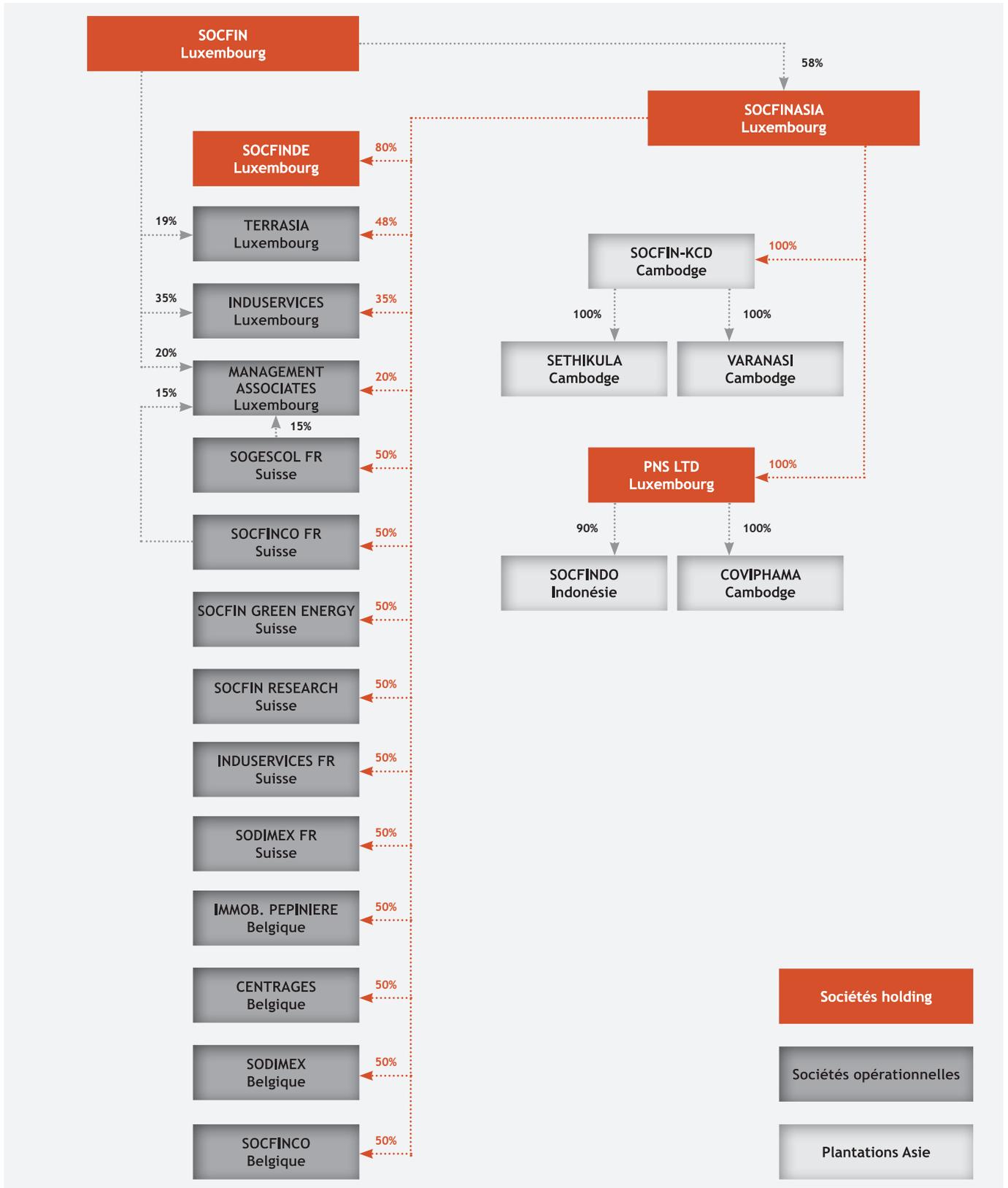
Socfinasia S.A. est une société holding luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 20 novembre 1972 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinasia S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 53.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est. Socfinasia S.A. emploie 10.567 personnes et a réalisé, en 2019, un chiffre d'affaires consolidé de 122 millions d'euros.

2. Historique

- **20/11/1972** Constitution de Socfinasia S.A. sous la forme d'une holding luxembourgeoise par apport d'actions de PT Socfindo.
- **30/06/1973** Depuis sa constitution, Socfinasia S.A. a investi, entre autres, dans Fininter S.A. (Belgique) et Socfinal (Luxembourg).
- **23/01/1974** Les titres Socfinasia S.A. ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **30/06/1975** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements : Socfin S.A. (Belgique), Plantations Nord Sumatra S.A. (Belgique) et Selangor Plantations Cy Bhd (Malaisie).
- **30/06/1977** Socfinasia S.A. investit dans Sennah Rubber Cy Ltd, New African Plantations Cy Ltd, la Banque d'Investissements Privés S.A. et Socficom S.A. Elle vend par contre ses participations Socfin S.A. (Belgique) et Socfinal.
- **04/12/1979** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de réserves. Attribution gratuite de 1.166 actions PT Atmind.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **24/04/1989** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de la réserve de réévaluation d'actifs immobilisés.
- **31/03/1996** Acquisition d'actions Intercultures, société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **31/03/1997** Dans un premier temps, Socfinasia S.A. a augmenté sa participation dans ses filiales indonésiennes : PT Socfindo et PT Atmind. Ensuite, Socfinasia S.A. a constitué Plantations Nord Sumatra Limited et y a transféré ses participations indonésiennes.
- **31/03/1999** Souscription à l'augmentation de capital d'Intercultures.
- **05/02/2000** OPA/OPE de Selangor Holding S.A. sur Sennah Rubber Cy Ltd qui sera liquidée en août 2000.
- **01/04/2000** Augmentation de capital à 25.062.500 EUR et du pair comptable à 1.002.500 actions.
- **26/06/2000** OPA de Socfinasia S.A. sur les titres Selangor Holding S.A. qui sera liquidée en mai 2001.
- **17/10/2000** Modification de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.
- **31/12/2001** PNS Ltd a acheté 30% du capital de PT Socfindo à l'état indonésien.
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Constitution de Socfin-KCD (Cambodge).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Cy Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29.
- **01/06/2011** Attribution aux actionnaires existants de 20 actions nouvelles pour une action ancienne.
- **13/08/2013** A travers sa filiale PNS Ltd S.A., Socfinasia S.A. a acquis 90% de Coviphama Co Ltd, une société de droit cambodgien, attributaire d'une nouvelle concession (5.300 hectares).
- **30/07/2015** Acquisition d'actions Socfin-KCD pour porter le pourcentage de détention à 100%.

3. Structure du Groupe



Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
Cambodge		
Socfin-KCD Co Ltd	2.000	100,00%
Luxembourg		
PNS Ltd S.A.	27.779.999	99,99%
Socfinde S.A.	199.790	79,92%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Terrasia S.A.	4.781	47,81%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Belgique		
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinasia S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et

le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

PT Socfindo est une société de droit indonésien qui exploite 48.000 hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans le Nord de Sumatra en Indonésie

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2019			
Hévéa	6.712	920	7.632
Palmier	33.067	5.381	38.448
	39.779	6.301	46.080

Concessions : 48.106 hectares

Personnel permanent au 31/12/2019 : 9.713

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2019	2018
Production (tonnes)		
Caoutchouc	11.334	12.250
Huile de palme	189.462	194.705
Semences (milliers)	6.308	14.875
Chiffre d'affaires (000 EUR)	118.231	123.262
Résultat (000 EUR)	25.503	35.007
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1.40	1.77
Huile de palme	0.52	0.51
Semences (EUR/1.000)	622	641
Cours moyen IDR/EUR	15.815	16.804
Cours de clôture IDR/EUR	15.615	16.581

Chiffres clés (millions de IDR)	2019	2018
Au 31 décembre	2019	2018
Actifs immobilisés	1.479.168	1.451.941
Actifs circulants	378.063	340.815
Capitaux propres (*)	888.047	874.937
Dettes provisions et tiers (*)	969.184	917.819
Résultat de l'exercice	403.335	588.250
Dividende final unitaire brut (USD)	(**)	550
Acompte sur dividende unitaire brut (USD)	300	300
Participation de PNS Ltd S.A. (%)	89,98	89,98

(*) Après acompte sur dividende.

(**) Non connu à ce jour.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Exercices aux 31 décembre 2019 et 2018

(Exprimés en milliers de Roupies, sauf indication contraire)

Taux de change : EUR 1 = IDR

15.615

16.581

ACTIFS	2019	2018
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75.348.923	60.185.666
Créances clients		
Créances commerciales		
Parties liées	15.488.240	18.799.132
Tiers	10.901.906	3.849.481
Autres	4.165.811	4.955.451
Stocks	147.593.656	159.794.475
Actifs d'impôts exigibles	16.970.734	14.570.135
Charges payées d'avance et autres actifs courants	192.821	474.317
Actifs biologiques	86.814.787	59.819.568
TOTAL ACTIFS COURANTS	357.476.878	322.448.225
ACTIFS NON-COURANTS		
Plantations		
Plantations matures	693.485.514	692.413.755
Plantations immatures	301.153.029	248.565.835
Actifs immobilisés	383.638.422	395.719.875
Créances d'impôts	17.802.829	17.990.290
Actifs d'impôts différés	83.656.271	93.294.910
Avances et acomptes sur achat d'actifs immobilisés	14.249.850	15.672.056
Coûts de développement de logiciels	4.436.206	5.414.928
Charges à reporter	1.350.156	1.226.241
Autres	11.100	10.000
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	1.499.783.377	1.470.307.890
TOTAL ACTIFS	1.857.260.255	1.792.756.115

Portrait du Groupe

<i>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
PASSIFS		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs - tiers	9.235.663	22.567.812
Autres dettes		
Tiers	6.207.205	12.511.860
Parties liées	8.647.527	8.612.017
Charges à payer	251.183.891	236.612.537
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	27.263.353	18.691.142
Produits de loyers constatés d'avance	692.273	727.178
Dettes fiscales	28.960.663	33.402.800
TOTAL PASSIFS COURANTS	332.190.575	333.125.346
PASSIFS NON-COURANTS		
Dettes relatives aux avantages du personnel	637.022.468	584.693.924
TOTAL PASSIFS	969.213.043	917.819.270
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Type A	2.385	2.385
Type B	265	265
Type C	7.947.350	7.947.350
Type D	34.300.000	34.300.000
Total capital	42.250.000	42.250.000
Prime d'émission	3.670.500	3.670.500
Bénéfices reportés		
Affectés à la réserve générale	38.642.844	38.642.844
Non affectés	803.483.868	790.373.501
TOTAL CAPITAUX PROPRES	888.047.212	874.936.845
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1.857.260.255	1.792.756.115

Portrait du Groupe

COMPTE DE RÉSULTAT ET LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices aux 31 décembre 2019 et 2018
(exprimés en milliers de Roupies, sauf indication contraire)

	2019	2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	1.869.849.210	2.071.280.349
COUT DES MARCHANDISES VENDUES	-955.765.645	-893.669.998
MARGE BRUTE	914.083.565	1.177.610.351
Frais de vente	-51.840.815	-49.663.411
Dépenses administratives et autres frais généraux	-115.054.378	-121.969.227
Bonus et honoraires (*)	-231.067.032	-246.852.268
Autres produits	55.797.759	12.962.718
Gains (pertes) de change	1.954.897	-2.350.962
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	573.873.996	769.737.201
Résultat financier	5.518.594	8.437.034
RESULTAT AVANT IMPOTS	579.392.590	778.174.235
PRODUITS (CHARGES) D'IMPOTS		
Sur le résultat	-141.416.217	-203.991.296
Différés	-15.889.371	-2.270.183
Charge d'impôt	-157.305.588	-206.261.479
RESULTAT NET	422.087.002	571.912.756
Résultat étendu		
Réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi	-18.752.195	16.337.551
TOTAL RESULTAT ETENDU	403.334.807	588.250.307

(*) Ces montants comprennent des tantièmes payés aux administrateurs de PT Socfindo qui sont membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. (2019 = IDR 32.685.253.978 et 2018 = IDR 79.866.031.962).

Portrait du Groupe

SOCFIN-KCD Co Ltd

Capital : KHR 160.000.000.000.

Socfin-KCD est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2019			
Hévéa	3.394	504	3.898

Concessions : 6.659 hectares (y compris les concessions des filiales)

Personnel permanent au 31/12/2019 : 697

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2019	2018
Production (tonnes)		
Caoutchouc	3.722	2.361
Chiffre d'affaires (000 EUR)	3.508	2.032
Résultat (000 EUR)	-2.243	-1.845
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	0,94	0,86
Cours moyen KHR/EUR	4.539	4.765
Cours de clôture KHR/EUR	4.578	4.601

Chiffres clés (millions de KHR)	2019	2018
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	237.554	244.014
Actifs circulants	7.693	9.206
Capitaux propres (*)	134.525	144.706
Dettes provisions et tiers (*)	110.721	108.514
Résultat de l'exercice	-10.180	-8.791
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

COVIPHAMA Co Ltd

Capital : KHR 8.640.000.000.

Coviphama est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2019			
Hévéa	553	2.747	3.300
Concessions : 5.345 hectares			
Personnel permanent au 31/12/2019 : 157			
		2019	2018
Cours moyen KHR/EUR		4.539	4.765
Cours de clôture KHR/EUR		4.578	4.601

<i>Chiffres clés (millions de KHR)</i>		
Au 31 décembre	2019	2018
Actifs immobilisés	89.830	83.930
Actifs circulants	7.089	3.622
Capitaux propres	-1.628	824
Dettes provisions et tiers	98.547	86.728
Résultat de l'exercice	-2.452	-276
Participation de Socfinasia S.A. (%)	100,00	100,00

Portrait du Groupe

PLANTATION NORD-SUMATRA « PNS » Ltd S.A.

Capital : USD 260.084.774.

PNS Ltd est une société de portefeuille dont les principaux actifs sont une participation de 89,98% dans PT Socfindo, une participation de 100% dans Coviphama Co Ltd ainsi qu'une créance sur cette dernière.

	2019	2018
Cours moyen USD/EUR	1,12	1,18
Cours de clôture USD/EUR	1,12	1,14

Chiffres clés (milliers de USD)

<i>Au 31 décembre</i>	2019	2018
Actifs immobilisés	306.021	303.521
Actifs circulants	3.021	2.487
Capitaux propres (*)	308.442	306.004
Dettes provisions et tiers (*)	601	4
Résultat de l'exercice	21.050	31.484
Résultat distribué	18.613	25.974
Participation de Socfinasia S.A. (%)	99,99	99,99

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINDE S.A.

Capital : EUR 1.250.000

Socfinde S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.

Le profit de l'exercice clôturé le 31 décembre 2019 s'élève à EUR 268.572. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende.

Chiffres clés (milliers d'euros)

<i>Au 31 décembre</i>	2019	2018
Actifs immobilisés	11.076	2.822
Actifs circulants	109.598	115.376
Capitaux propres	5.941	5.672
Dettes provisions et tiers	114.733	112.526
Résultat de l'exercice	269	324
Participation de Socfinasia S.A. (%)	79,92	79,92

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2019 par un bénéfice de USD 7.411.532. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 7.000.000.

	2019	2018
Cours moyen USD/EUR	1,12	1,18
Cours de clôture USD/EUR	1,12	1,14

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2019	2018
Actifs immobilisés	1.125	865
Actifs circulants	38.511	39.071
Capitaux propres (*)	16.725	15.313
Dettes provisions et tiers (*)	22.912	24.623
Résultat de l'exercice	7.412	6.338
Résultat distribué	6.000	8.500
Dividende unitaire brut (USD)	1.132	1.604
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2019 présente un résultat positif de EUR 4.227.405. Le Conseil d'Administration ne prévoit pas de distribution de dividende.

Chiffres clés (milliers d'euros)

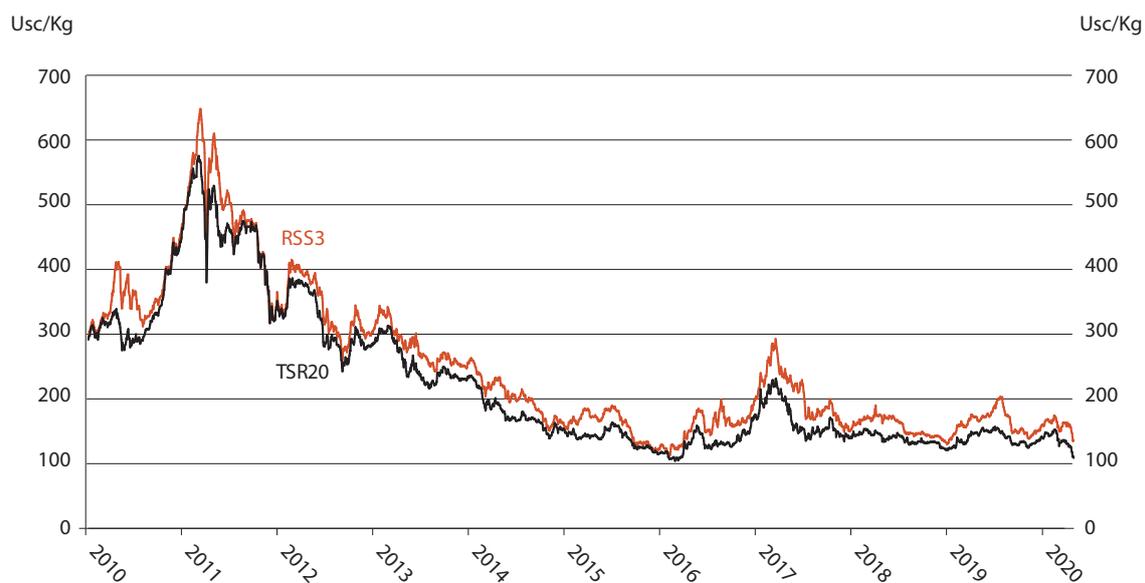
Au 31 décembre	2019	2018
Actifs immobilisés	3.911	944
Actifs circulants	10.801	9.764
Capitaux propres (*)	9.775	9.548
Dettes provisions et tiers (*)	4.937	1.160
Ventes et prestations	20.876	19.991
Résultat de l'exercice	4.227	3.745
Résultat distribué	4.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

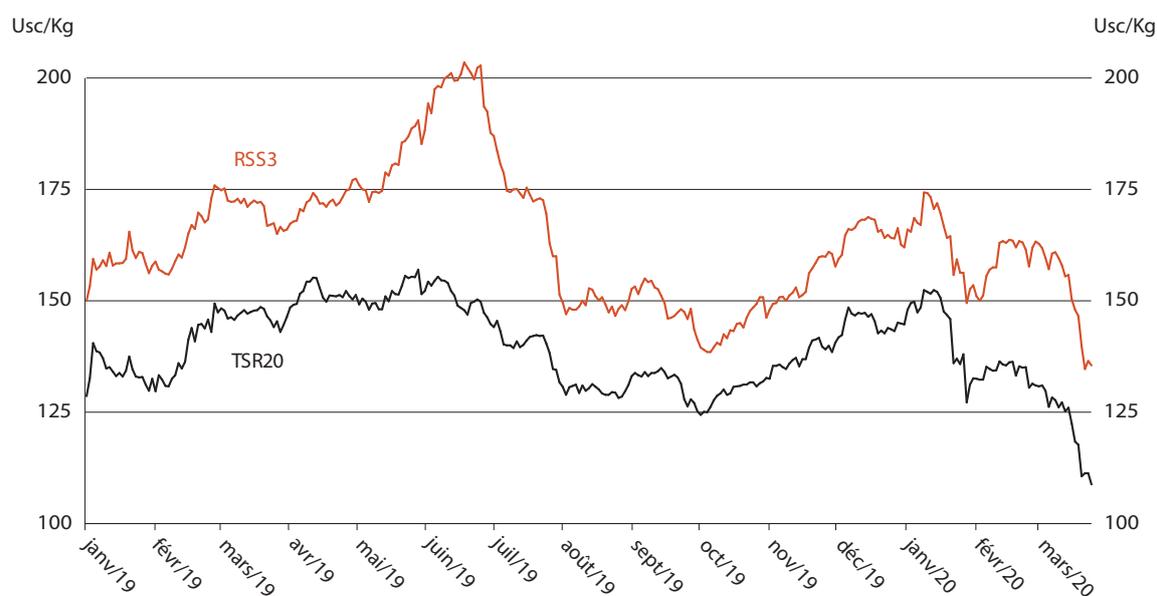
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 10 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2019

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2019 est de 1.406 USD/tonne FOB Singapour contre 1.365 USD/tonne en 2018.

Convertie en Euro, la moyenne des cours en 2019 est de 1.256 EUR/tonne contre 1.155 EUR/tonne en 2018, soit une hausse de 101 EUR/tonne.

Après avoir clôturé l'année 2018 en baisse à un niveau proche des 1.250 USD/tonne et ce, notamment sous la pression des niveaux de stocks mondiaux et tout particulièrement en Chine, les cours du caoutchouc naturel sont repartis à la hausse durant le 1^{er} semestre 2019.

Ils ont évolué aux alentours des 1.500 USD/tonne durant les mois d'avril, mai et juin. Plusieurs facteurs ont influencé les cours du caoutchouc naturel à la hausse durant le 1^{er} semestre dont l'entrée des pays producteurs en période d'hivernage et l'espoir d'une issue positive à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

Dans le même temps, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont conjointement annoncé leur 6^{ème} plan visant à réduire leurs exportations de caoutchouc de 240.000 tonnes. La hausse des cours du pétrole a également eu un impact favorable.

Le plus haut niveau de l'année a été atteint fin mai à 1.570 USD/tonne, niveau qui n'avait plus été atteint depuis septembre 2017.

Dans un contexte macroéconomique incertain avec un regain des tensions commerciales sino-américaines,

Perspectives 2020

Les cours du caoutchouc naturel ont continué leur progression début janvier et sont brièvement passés au dessus des 1.500 USD/tonne vers la mi-janvier. L'annonce d'un 1^{er} accord commercial entre la Chine et les Etats-Unis et l'approche de l'hivernage ont redonné de la confiance au marché.

La hausse des cours s'est achevée brusquement suite à l'émergence du Coronavirus juste avant le Nouvel An chinois. Depuis lors, l'épidémie de Covid-19 prenant une dimension mondiale, a fait chuter les marchés financiers faisant craindre un ralentissement de la croissance économique mondiale.

Les cours des matières premières ne sont évidemment pas épargnés. Le TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX est passé de 1.520 USD/tonne à la mi-janvier à 1.100 USD/tonne courant du mois de mars.

Tous les secteurs liés à l'industrie automobile subissent la crise de plein fouet. Les fabricants de voitures et de pneumatiques sont en train d'arrêter et/ou de fortement réduire la production de leurs usines en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et ailleurs dans le monde.

une production mondiale de caoutchouc naturel toujours soutenue, un ralentissement de la croissance chinoise et un secteur automobile en perte de vitesse, les cours ont repris une tendance baissière à partir du mois de juillet. Cette tendance s'est confirmée durant les mois d'août, septembre et octobre, période durant laquelle les cours du caoutchouc naturel ont régulièrement évolué sous le seuil des 1.300 USD/tonne FOB Singapour.

Le plus bas niveau de l'année a été atteint début octobre à 1.244 USD/tonne.

Le marché s'est repris en fin d'année suite aux inquiétudes liées au développement d'une maladie de l'hévéa qui touche plusieurs pays producteurs asiatiques. Dans le même temps, la perspective d'une solution dans le conflit commercial qui oppose les Etats-Unis à la Chine a également donné du support aux cours du caoutchouc naturel.

Alors que le marché s'attendait à ce que les productions mondiales de caoutchouc naturel dépassent pour la 1^{ère} fois le seuil des 14 millions de tonnes en 2019, l'ISRG (International Rubber Study Group) estime désormais la production 2019 à 13,64 millions de tonnes, en baisse par rapport à 2018 (13,89 millions de tonnes). L'ISRG estime par ailleurs que la consommation mondiale en 2019 est restée stable aux alentours des 13,72 millions de tonnes contre 13,76 millions de tonnes en 2018.

Les cours du TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX ont clôturé l'année 2019 à 1.451 USD/tonne.

Il semble que la Chine, après avoir été l'épicentre du virus, recouvre progressivement sa production depuis la fin février. Le niveau de production est cependant loin d'être de retour à la normale, compte tenu des ruptures d'approvisionnement des chaînes logistiques.

L'impact du Covid-19 sur la consommation mondiale de caoutchouc naturel sera profond dans les mois à venir.

L'évolution de la production mondiale de caoutchouc naturel est également incertaine. Les bas niveaux de cours depuis 5 ans n'encouragent pas les petits planteurs à la saignée ainsi qu'à l'entretien de leurs vergers. La chute récente des cours ne fera qu'empirer cette situation. Par ailleurs, le développement du Covid-19 dans certaines régions productrices pourrait également avoir un impact sur la production mondiale de caoutchouc naturel.

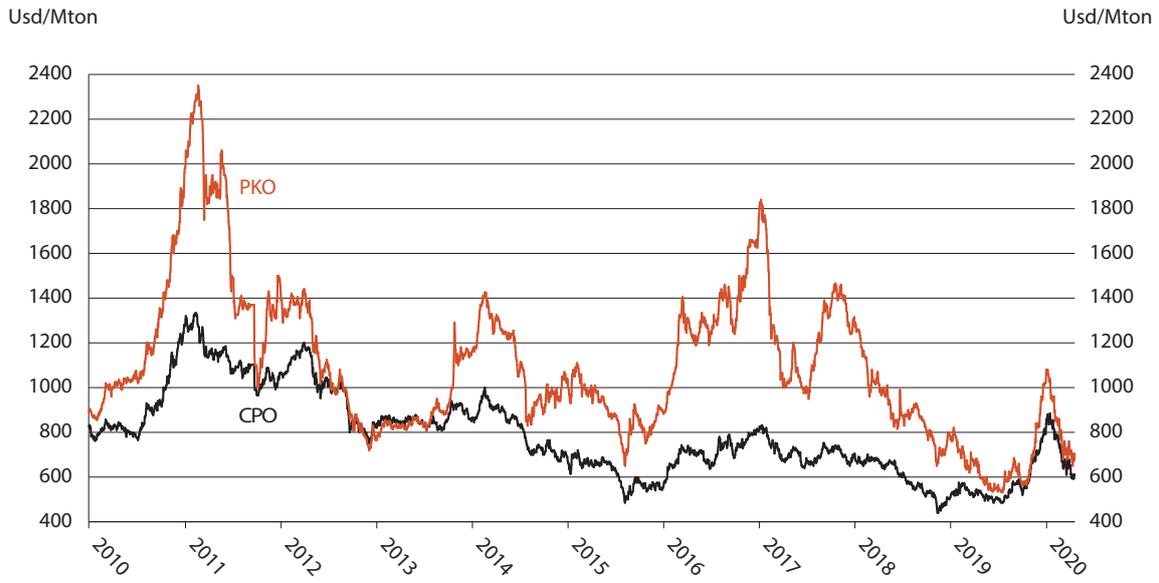
Les mois à venir risquent d'être particulièrement compliqués en termes de demande.

Le TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX cote au 27 mars 2020 à 1.070 USD/tonne, niveau qui n'avait plus été atteint depuis février 2016.

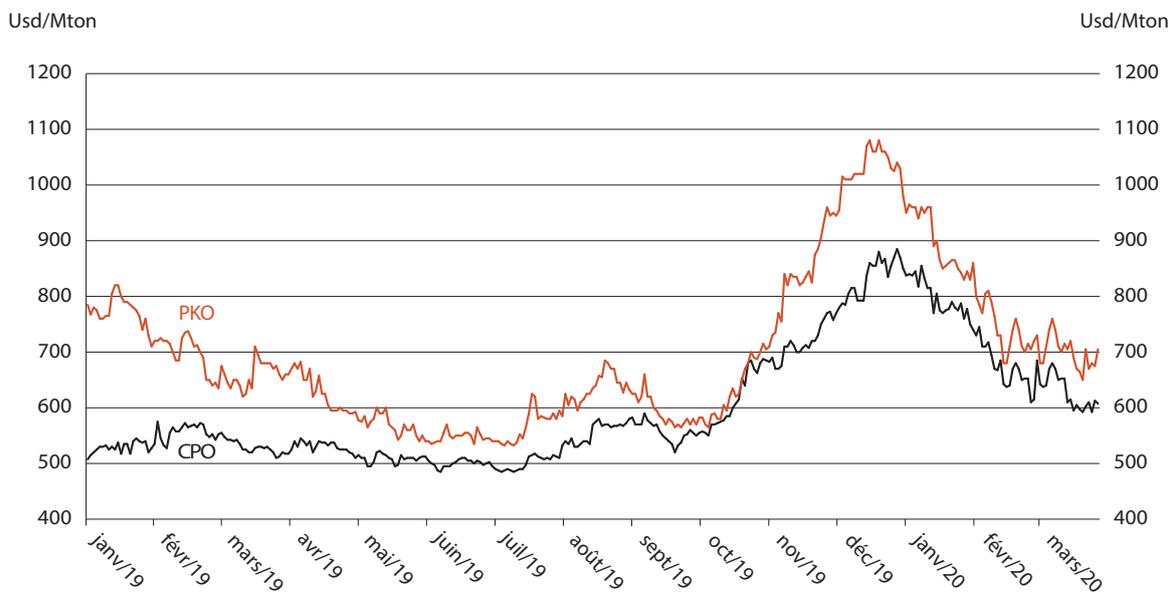
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 10 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2020(*)	2019 (*)	2018	2017	2016	2015	2005	1995
Indonésie	44,7	43,3	41,6	36,8	32,1	33,4	14,1	4,2
Malaisie	19,9	20,0	19,5	19,9	17,3	20,0	15,0	7,8
Autres	12,8	12,4	11,9	11,2	9,5	9,1	4,8	3,2
TOTAL	77,4	75,7	73,0	67,9	58,9	62,5	33,9	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2019 à sept 2020 (*)	2019 (*)	2018	2017	2016	2015	2005	1995
Palme	76,3	75,7	73,0	67,9	58,9	62,5	33,9	15,2
Soja	57,6	56,6	56,8	53,9	51,5	48,8	33,6	20,2
Colza	25,0	25,1	25,6	25,4	25,0	26,3	16,2	10,8
Tournesol	20,9	20,5	19,0	19,0	16,4	15,1	9,7	8,7
Coton	4,7	4,6	4,7	4,2	4,1	4,7	5,0	3,9
Arachide	3,9	3,7	4,0	4,2	3,7	3,7	4,5	4,3
Palmiste	8,2	8,0	7,7	7,2	6,4	6,8	4,0	2,0
Coprah	2,7	2,9	2,9	2,4	2,7	2,9	3,2	3,3
TOTAL	199,3	197,1	193,7	184,2	168,7	170,8	110,1	68,4

(*) Estimation.

Le marché international en 2019

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2019 est de 566 USD/tonne contre 598 USD/tonne en 2018. Il s'agit de la moyenne annuelle la plus basse depuis 2006.

Les cours mondiaux se sont affaiblis en 2018 du fait d'un approvisionnement robuste sur les marchés. Alors qu'ils s'échangeaient à des niveaux proches des 700 USD/tonne début 2018, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont terminé l'année autour des 500 USD/tonne et ce, dans un contexte macroéconomique incertain, marqué par des niveaux de stocks mondiaux historiquement élevés.

Début 2019, le ralentissement des productions et la hausse de la consommation en Inde et en Chine, ont entraîné une baisse des stocks, ce qui a permis une brève reprise des cours de l'huile de palme qui ont atteint les 570 USD/tonne CIF Rotterdam à la mi-février. Dans le même temps, la hausse des cours du pétrole a favorisé une hausse de la consommation d'huile de palme pour la production de biodiesel en Indonésie notamment.

Cependant et en dépit de ces nouvelles encourageantes, un sentiment négatif a dominé sur les marchés et les

cours de l'huile de palme CIF Rotterdam sont repassés à plusieurs reprises sous la barre des 500 USD/tonne durant les mois de mai, juin et juillet.

Les stocks d'huiles végétales dans le monde restaient en effet à des niveaux élevés et la baisse des stocks d'huile de palme était jugée insuffisante pour justifier une reprise durable des cours. Dans le même temps, les incertitudes liées à l'issue de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ont perturbé fortement la majorité des marchés des matières premières. Les cours du soja, particulièrement affectés, ont baissé à des niveaux sans précédent depuis la crise financière de 2008, entraînant les cours de l'huile de palme dans leur sillage.

Les cours de l'huile de palme sont repartis à la hausse à partir du mois d'août et ont fortement progressé durant tout le dernier trimestre pour clôturer l'année 2019 aux alentours des 850 USD/tonne CIF Rotterdam, soit une hausse de près de 70% en 5 mois.

Cette hausse des cours est en grande partie liée aux annonces faites par la Malaisie et l'Indonésie d'augmenter leur consommation d'huile de palme servant à la fabrication de biodiesel dès 2020 (B20

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

en Malaisie et B30 en Indonésie). Ces annonces ont envoyé un signal très fort sur le marché et ont coïncidé avec un ralentissement de l'offre dans les pays producteurs. Moins d'engrais à cause des prix bas prolongés et un temps sec causé par un possible retour du phénomène climatique El Niño ont fait craindre une chute possible des productions au cours des mois à venir et par conséquent, une baisse importante des niveaux de stocks.

Perspectives 2020

La hausse des cours a connu un véritable coup d'arrêt vers la mi-janvier. L'huile de palme est depuis entrée dans une spirale baissière provoquée par deux causes majeures :

- L'annonce de l'Inde, 1^{er} importateur mondial d'huile de palme, de boycotter les importations d'huile de palme de Malaisie. Cette décision intervient en représailles aux critiques du gouvernement malaisien sur l'action du gouvernement indien dans la région du Cachemire.
- Les inquiétudes liées à la propagation du Coronavirus en Chine et dans le reste du monde. En effet le risque de ralentissement de la croissance mondiale, et plus particulièrement de la croissance chinoise, 2^{ème} importateur mondial d'huile de palme, pèse fortement sur les cours.

Le 28 janvier, l'huile de palme a ainsi plongé de 10% à la Bourse de Kuala Lumpur, accusant sa plus forte baisse en une journée depuis près de 11 ans. Entraînée dans un tourbillon baissier tout au long du mois de février, l'huile de palme est repassée sous la barre des 700 USD/tonne CIF Rotterdam.

Cependant et hors facteur « Coronavirus », les fondamentaux en ce qui concerne l'huile de palme restent pourtant solides.

Selon Oil World, la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de près de 9 millions de tonnes en 2017, puis de 5 millions de tonnes en 2018, n'aurait augmenté que de 2,7 millions de tonnes en 2019. Oil World estimait avant la crise du Covid-19, que la hausse des productions de palme en 2020 serait inférieure à 2 millions de tonnes.

On assiste en effet à un ralentissement de la hausse des productions chez les deux principaux pays producteurs, Indonésie et Malaisie (85% de la production mondiale) qui disposent de moins de surfaces disponibles pour planter et font parfois face à des problèmes de disponibilité de main d'œuvre. Par ailleurs la baisse sévère des cours de l'huile de palme ces 2 dernières années a entraîné une réduction de l'utilisation d'engrais dans les plantations villageoises provoquant une probable diminution des rendements.

La guerre commerciale sino-américaine a également eu un impact sur le marché de l'huile de palme au dernier trimestre. La Chine privée de soja américain, s'est mise à acheter plus d'huile de palme, Pékin exonérant ce produit de quotas pour faciliter les importations avant le Nouvel An chinois.

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont clôturé l'année 2019 aux alentours des 850 USD/tonne.

En 2020 la production mondiale d'huile de palme devrait atteindre 77 millions de tonnes, dont près de 45 millions de tonnes produites en Indonésie.

La production d'huile de palme continue donc d'augmenter mais dans des proportions qui pourraient être insuffisantes pour satisfaire la croissance de la demande mondiale. Cette dernière reste soutenue grâce notamment à l'augmentation de la population mondiale et à la hausse continue de la demande en huile végétale dans les pays en développement.

La baisse des stocks attendue devrait donc logiquement favoriser un rebond des cours de l'huile de palme. Mais cela dépendra fortement de l'évolution de la crise du coronavirus au cours des prochains mois. Partie de Chine, l'épidémie s'étend désormais au reste de la planète, impactant dans son sillage l'ensemble de l'économie mondiale. Avec la mise à en confinement de près d'un tiers de la population mondiale et l'arrêt de pans entiers de l'économie, la demande en huile de palme pourrait connaître un ralentissement au cours des mois à venir. La production pourrait elle aussi être impactée si la contagion gagne les pays producteurs, ce qui semble être le cas avec l'arrêt récent de certaines plantations en Malaisie.

Les cours du pétrole se sont également effondrés ces dernières semaines. Le baril de Brent qui s'échangeait à près de 70 USD début janvier cote désormais sous la barre des 30 USD. La baisse des cours du pétrole pourrait entraîner une forte baisse de la production de biodiesel dans le monde et contrecarrer les plans des gouvernements malais et indonésien qui misaient sur une augmentation significative des quantités d'huile de palme utilisées pour la fabrication de biodiesel.

En 2019, on estime que le biodiesel représentait au niveau mondial une demande pour l'huile de palme estimée à plus de 17,5 millions de tonnes soit environ 23% de la production mondiale, dont plus de 4 millions de tonnes pour l'Europe (EU28).

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cote au 27 mars 2020 aux alentours des 620 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2019. Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »). La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2019			
Immatures (par année de planting)			
2019		155	1.867
2018		215	1.927
2017		80	1.587
2016		169	0
2015		1.025	0
2014		1.170	0
2013		420	0
2011		414	0
2010		454	0
Total immatures		4.101	5.381
Jeunes	(de 6 à 11 ans)	6.956	(de 3 à 7 ans) 6.783
Matures	(de 12 à 22 ans)	3.738	(de 8 à 18 ans) 10.582
Vieux	(plus de 22 ans)	33	(plus de 18 ans) 15.702
Total en production		10.728	33.067
TOTAL GENERAL		14.829	38.447

Superficies (hectares)	2019	2018	2017	2016	2015
Palmier	38.447	39.476	39.194	38.669	38.645
Hévéa	14.829	15.655	15.994	16.524	16.560
TOTAL	53.276	55.131	55.188	55.193	55.205

Production	2019	2018	2017	2016	2015
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	189.462	194.705	196.814	181.247	198.769
Achats aux tiers	0	0	0	172	3.999
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	15.123	15.142	14.702	13.590	13.012
Semences (milliers)					
Production propre	6.308	14.875	14.149	16.064	22.487

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2019	2018	2017	2016	2015
Palmier	98,5	98,4	127,5	115,2	113,8
Hévéa	19,4	17,4	25,0	16,7	18,5
Autres produits agricoles	3,9	9,5	9,1	11,6	15,6
TOTAL	121,8	125,3	161,6	143,5	147,9

Personnel	2019	2018	2017	2016	2015
Effectif moyen	10.567	10.885	11.033	11.232	11.500

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	2019	2018	2017	2016	2015
Chiffre d'affaires	122	125	162	144	148
Résultat opérationnel	21	38	40	39	33
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	15	26	25	25	29
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	25	8	13	82	29
Flux de trésorerie libre *	12	-12	-9	67	0

* Flux de trésorerie libre = Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles + flux de trésorerie provenant des activités d'investissement.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'euros)	2019	2018	2017	2016	2015
Actifs biologiques producteurs	117	110	104	118	107
Autres actifs non-courants	87	84	86	93	100
Actifs courants	143	148	165	192	139
Capitaux propres totaux	258	256	244	258	251
Passifs non-courants	42	35	36	39	34
Passifs courants	47	51	75	106	60

Données boursières

(euros)	2019	2018	2017	2016	2015
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260	19.594.260	19.594.260	20.050.000
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	250.656.900	248.819.586	237.074.123	248.302.670	242.100.442
Résultat net par action non diluée	0,74	1,32	1,26	1,27	1,45
Dividende par action	0,80	0,90	1,00	1,00	1,00
Cours de bourse					
minimum	11,70	12,60	19,00	15,60	15,22
maximum	16,40	20,40	24,39	21,70	21,00
clôture	16,30	12,60	20,00	21,11	17,48
Capitalisation boursière *	319.386.438	246.887.676	391.885.200	413.634.829	350.474.000
Dividendes distribués/résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	107,39%	68,02%	79,17%	78,75%	68,97%
Dividendes/capitalisation boursière	4,91%	7,14%	5,00%	4,74%	5,72%
Cours de bourse/résultat net par action non diluée	21,88	9,52	15,83	16,62	12,06

* La capitalisation boursière résulte de la multiplication du nombre d'actions par le cours de bourse à la clôture.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinasia S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Charte de gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration a adopté la charte de gouvernance d'entreprise en date du 21 novembre 2018. Elle est disponible sur le site web du Groupe.

3. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président ^(a)	AGO 1980	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur ^(a)	AGE 1990	AGO 2024
M. Cyrille Bolloré	Française	1985	Administrateur ^(a)	AGO 2019	AGO 2025
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Wolfgang Ullens	Belge	1977	Administrateur ^(b)	AGO 1997	AGO 2023
M. Philippe Fabri	Belge	1988	Administrateur ^(b)	AGO 2018	AGO 2024
M. Philippe de Traux	Belge	1951	Administrateur ^(b) Secrétaire Général	AGO 2008	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur ^(b)	AGO 2008	AGO 2020
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur ^(b)	AGO 2014	AGO 2020
Mme Valérie Hortefeux	Française	1967	Administrateur ^(c)	AGO 2019	AGO 2025

^(a) Administrateur dépendant non-exécutif

^(b) Administrateur dépendant exécutif

^(c) Administrateur indépendant

Les mandats d'Administrateur de Messieurs Philippe de Traux, Luc Boedt et François Fabri viennent à échéance cette année. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de renouveler ces mandats pour une durée de six ans.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président directeur général de Financière de l'Odet ;
- Président du conseil d'administration (Direction dissociée) de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Censeur de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Philippe Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia.

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Valérie Hortefeux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Blue Solutions, Ramsay Générale de Santé et de Mediobanca.

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement ;
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2019 : 91%
- 2018 : 96%
- 2017 : 91%
- 2016 : 90%
- 2015 : 93%

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

4. Les Comités du Conseil d'Administration

4.1 Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 18 mars 2020, a désigné Monsieur Hubert Fabri et Madame Valérie Hortefeux en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit se réunit deux fois par an.

4.2 Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinasia S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

5. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. au titre de l'exercice 2019 s'élève à EUR 4.089.283 contre EUR 7.119.847 pour l'exercice 2018.

Les Administrateurs de Socfinasia S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

6. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	11.324.179	57,79	01/02/2017
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	200	0,001	22/10/2018
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	3.358.100	17,138	22/10/2018
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	1.002.500	5,116	22/10/2018
Total Bolloré Participations direct et indirect	4.360.800	22,255	

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

7. Calendrier financier

26 mai 2020	Assemblée Générale Ordinaire à 11h
10 juin 2020	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2019 (coupon n° 78)
Fin septembre 2020	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2020
Mi-novembre 2020	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2020
Fin mars 2021	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2020
Mi-avril 2021	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2020
Mi-mai 2021	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1er trimestre 2021
25 mai 2021	Assemblée Générale Ordinaire à 11h

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

8. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé

C - CLERC S.A.
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

En 2019, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 159.023,- TVAC.

Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires d'audit versés au réviseur du Groupe

(C-Clerc S.A., membre du réseau Crowe Global) ainsi qu'aux sociétés membres de son réseau pour la période. Aucune prestation de consultance ou autres services non-audit n'ont été rendus par ces sociétés en 2019 ou en 2018.

Le mandat de C-Clerc, Réviseur d'entreprises, vient à échéance cette année. Le comité d'audit doit recevoir quelques candidatures et soumettra sa recommandation à l'Assemblée Générale.

9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence. Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2019.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »). La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

10. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes

d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 26 mai 2020

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 intègrent aux comptes annuels de Socfinasia S.A., toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinasia S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2019 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2019, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 14,6 millions d'euros contre 25,9 millions d'euros en 2018. Il en résulte un bénéfice net par action « Part du Groupe » de 0,74 euro contre 1,32 euros en 2018.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 121,7 millions d'euros en 2019 contre 125,3 millions d'euros en 2018 (-3,6 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la baisse des prix (-9,4 millions d'euros), de la baisse des quantités vendues (-0,8 million d'euros) et des variations de la roupie indonésienne par rapport à l'euro (+7,1 millions d'euros).

Dans la même tendance, le résultat opérationnel s'inscrit à 20,9 millions d'euros contre 37,9 millions d'euros en 2018.

Les autres produits financiers sont en baisse à 2,1 millions d'euros contre 3,9 millions d'euros au 31 décembre 2018. Il s'agit essentiellement de gains de change pour 1,1 millions d'euros.

Les charges financières s'établissent à 1,7 millions d'euros contre 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2018. Il s'agit principalement de pertes de change pour 1,4 millions d'euros.

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 9,7 millions d'euros contre 13,1 millions d'euros en 2018.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en hausse à 5,7 millions d'euros contre 4,9 millions d'euros en 2018.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinasia S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 203,9 millions d'euros contre 194 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 9,9 millions d'euros due principalement à la hausse de la valeur des actifs biologiques producteurs (+7,6 millions d'euros) et aussi à la comptabilisation de 1,2 millions d'euros de dettes liées aux contrats de location suite à l'implémentation de l'IFRS 16 ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 143,4 millions d'euros contre 148,3 millions d'euros au 31 décembre 2018. La valeur des stocks baisse de 3 millions d'euros. La trésorerie est en baisse de 5,6 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 250,7 millions d'euros contre 248,8 millions d'euros en 2018. Cette augmentation des fonds propres de 1,8 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+14,6 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-15,7 millions d'euros, solde 2018 et acompte 2019 inclus) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (+4,1 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » (avant distribution du solde du dividende) de 12,79 euros contre 12,70 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2019, le cours de bourse s'élève quant à lui à 16,30 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en hausse à 89,5 millions d'euros contre 86,5 millions d'euros un an plus tôt. Les dettes du cash pooling envers les sociétés hors périmètre s'élèvent à 21 millions d'euros contre 25,7 millions d'euros un an plus tôt.

Rapport de gestion consolidé

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 12,6 millions d'euros en baisse de 5,6 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 32,4 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 25,4 millions d'euros durant l'exercice 2019 (7,7 millions d'euros en 2018)

et la capacité d'autofinancement à 42,7 millions d'euros contre 55,4 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 13,5 millions d'euros (19,2 millions d'euros en 2018) et les opérations de financement 17,8 millions d'euros (20,4 millions d'euros en 2018), dont 18,1 millions d'euros de dividendes (21 millions d'euros en 2018).

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 5 millions de dollars au 31 décembre 2019. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar. Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

PERSPECTIVES 2020

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc, de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

L'épidémie de Covid-19 a commencé en Chine en décembre 2019 et s'est répandue au reste du monde à partir du mois de janvier 2020 pour prendre le 11 mars 2020 le statut de « pandémie » décrété par l'OMS. A la date de clôture, l'épidémie n'avait pas d'impact sur les activités du Groupe.

L'épidémie de Covid-19, prenant une dimension mondiale, a fait chuter de manière spectaculaire les marchés financiers dès mi-février, faisant craindre un ralentissement de la croissance économique mondiale.

Les cours des matières premières ne sont évidemment pas épargnés. Ainsi, le TSR20 1^{ère} position FOB Singapour sur SGX cote au 27 mars 2020 à 1.070 USD/tonne, contre 1.451 USD/tonne au 31 décembre 2019. De même, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont clôturé au 27 mars 2020 aux alentours des 620 USD/tonne, contre 850 USD/tonne au 31 décembre 2019.

La crise du Covid-19 a fortement affecté les secteurs liés à l'économie chinoise, notamment les groupes évoluant dans l'industrie de l'automobile, déjà en ralentissement. Par ailleurs, les fabricants de pneumatiques sont en train d'arrêter ou de réduire drastiquement la production de la plupart de leurs usines en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et ailleurs dans le monde.

Rapport de gestion consolidé

Le Conseil d'Administration s'attend à une forte baisse de la demande de caoutchouc de la part des pneumaticiens à partir du mois d'avril.

Le ralentissement de la croissance chinoise et le récent lockdown de l'Inde, les deux principaux importateurs d'huile de palme, et la chute des cours du pétrole pèsent également fortement sur les cours actuels de l'huile de palme brute.

La situation est suivie avec attention par les équipes dirigeantes. Cependant, il est trop tôt pour mesurer l'ensemble des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur l'exercice 2020. Les opérations du premier trimestre n'ont toutefois pas été affectées par cette crise.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

SYSTÈME GÉNÉRAL DE CONTRÔLE INTERNE ADAPTÉ AUX SPÉCIFICITÉS DES ACTIVITÉS DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier, la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Rapport de gestion consolidé

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales. Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINASIA S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observations

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons votre attention sur les points suivants :

La note 1.12 de l'annexe aux comptes consolidés décrit que le Groupe a adopté la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1er janvier 2019 selon l'approche de transition rétrospective modifiée.

Selon la note 33, le périmètre de consolidation comprend des sociétés situées dans divers pays d'Asie du Sud-Est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du règlement (UE) No 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Pertes de valeur sur actifs biologiques producteurs

Description de la question clé

Au 31 décembre 2019, la valeur des actifs biologiques producteurs du Groupe s'élève à 117 millions d'Euros pour un total bilan de 347 millions d'Euros.

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 23 « Dépréciations d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités mises en œuvre par le Groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et lors de la survenance d'un indice de perte de valeur, les modalités de détermination de la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs sur la base de laquelle une perte de valeur sera comptabilisée le cas échéant.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans. Le Groupe compare également la moyenne sur 6 mois ainsi que la moyenne sur les 12 derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur 5 ans.

Le Groupe étudie également les cours observés sur les marchés locaux, considérant qu'une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur.

En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets actualisés et implique

des jugements importants de la direction notamment sur l'établissement des prévisions et sur le choix des taux d'actualisation.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est une question clé de l'audit en raison de leur montant significatif dans l'état de la situation financière consolidée, et parce que l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur et, le cas échéant la détermination de leur valeur recouvrable, fait appel au jugement.

Réponse d'audit apportée

Afin de répondre à ce risque, nous avons mis en œuvre les travaux suivants :

- Apprécier la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » ;
- Effectuer une analyse critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;
- Effectuer une revue des travaux des auditeurs des filiales significatives afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur ;
- Réaliser une étude critique des analyses effectuées par le Groupe pour identifier l'existence d'indicateurs de perte de valeur en comparant les données utilisées par le Groupe aux données provenant d'autres sources, et en comparant des indicateurs de performance internes des filiales du Groupe avec ceux des sociétés comparables.
- Apprécier, dans le cas de la survenance d'un indice de perte de valeur, la pertinence de la méthodologie utilisée pour déterminer la valeur recouvrable des actifs biologiques et s'assurer du caractère raisonnable de l'éventuelle perte de valeur comptabilisée ;
- Analyser pour le calcul de la valeur d'utilité la cohérence des projections de flux de trésorerie retenues ;
- Rapprocher les principales données appliquées dans le modèle aux informations reçues des auditeurs des filiales significatives ;
- Apprécier le caractère raisonnable des principales estimations, notamment des taux d'actualisation, sur la base des données des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, et de données comparables ;
- Vérifier par sondage l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité effectué par la Direction ;

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6 « Actifs biologiques producteurs » et 23 « Dépréciations d'actifs » de l'annexe aux états financiers consolidés.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le

Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés

comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 31 mai 2017 et la durée totale à ce jour de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 5 ans.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées aux pages 99 à 100 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services non-audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Bertrange, 9 avril 2020

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mariateresa Di Martino
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2019	31/12/2018
ACTIFS	Note	EUR	EUR
Actifs non-courants			
Droits d'utilisation d'actifs	3	1.207.625	0
Immobilisations incorporelles	4	284.094	326.574
Immobilisations corporelles	5	45.999.098	46.465.610
Actifs biologiques producteurs	6	117.122.614	109.564.244
Participations dans des entreprises associées	8	22.764.737	22.180.704
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	9	633.987	667.448
Avances à long terme		3.170.663	2.743.571
Actifs d'impôts différés	10	4.524.716	3.852.721
Autres actifs non-courants		8.200.000	8.200.000
		203.907.534	194.000.872
Actifs courants			
Stocks	11	18.312.845	21.274.302
Créances commerciales	12	4.174.869	3.441.405
Autres créances	13	107.399.734	104.321.473
Actifs d'impôts exigibles	14	883.837	1.132.080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	12.592.654	18.212.041
		143.363.939	148.381.301
TOTAL ACTIFS		347.271.473	342.382.173

Etats financiers consolidés

		31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société mère			
Capital souscrit	16	24.492.825	24.492.825
Réserve légale	17	2.449.283	2.506.250
Réserves consolidées		325.493.946	316.409.662
Ecart de conversion		-116.375.679	-120.513.264
Résultat de l'exercice		14.596.525	25.924.113
		250.656.900	248.819.586
Participations ne donnant pas le contrôle			
	7	7.098.042	7.057.614
Capitaux propres totaux			
		257.754.942	255.877.200
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	10	86.920	145.572
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	40.794.919	35.262.891
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location	3	1.295.694	0
		42.177.533	35.408.463
Passifs courants			
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	3	25.938	0
Dettes commerciales		3.539.458	3.681.819
Passifs d'impôts exigibles	14	1.948.383	2.165.591
Provisions		78.660	78.273
Autres dettes	19	41.746.559	45.170.827
		47.338.998	51.096.510
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		347.271.473	342.382.173

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2019	2018
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	31	121.738.447	125.293.647
Production immobilisée		2.200.391	5.538.825
Variation de stocks des produits finis et des travaux en cours		-4.978.123	6.369.004
Autres produits opérationnels		7.787.939	4.839.813
Matières premières et consommables utilisés		-756.615	-1.310.471
Autres charges externes		-26.617.682	-28.063.167
Frais de personnel	21	-39.785.087	-36.283.512
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	22	-11.230.829	-10.302.834
Autres charges opérationnelles		-27.448.394	-28.152.806
Résultat opérationnel		20.910.047	37.928.499
Autres produits financiers	24	2.070.161	3.876.482
Plus-values sur cessions d'actifs		30.855	32.255
Moins-values sur cessions d'actifs		-522.872	-299.633
Charges financières	25	-1.726.740	-2.453.577
Résultat avant impôts		20.761.451	39.084.026
Charge d'impôts sur le résultat	26	-9.660.672	-13.126.112
Produit/charge d'impôts différés	26	55.901	-1.232.679
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	5.704.070	4.874.235
Résultat net de l'exercice		16.860.750	29.599.470
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.264.225	3.675.357
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		14.596.525	25.924.113
Résultat net par action non dilué	27	0,74	1,32
Nombre d'actions Socfinasia S.A.		19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué		0,74	1,32
Résultat net par action dilué		0,74	1,32

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2019	2018
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		16.860.750	29.599.470
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	18	-1.580.935	1.296.331
Impôts sur les pertes et gains actuariels		395.234	-324.083
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu avant impôts		-33.461	-68.324
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		9.061	18.503
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat		-1.210.101	922.427
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		4.443.078	2.258.163
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		133.933	441.764
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		4.577.011	2.699.927
Total des autres éléments du résultat étendu		3.366.910	3.622.354
Résultat étendu		20.227.660	33.221.824
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.446.249	3.867.507
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		17.781.411	29.354.317

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2019	2018
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		14.596.525	25.924.113
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.264.225	3.675.357
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-5.704.070	-4.874.235
Dividendes des entreprises associées	8	5.046.264	7.670.517
Juste valeur de la production agricole	11	3.660.462	-3.578.215
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-210.777	-452.387
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		12.915.078	12.402.995
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		492.017	267.378
Charge d'impôts	26	9.604.771	14.358.791
Capacité d'autofinancement		42.664.495	55.394.314
Intérêts payés - reçus		-455.357	-577.496
Impôts payés		-9.660.672	-13.126.112
Variation de stocks		562.420	-3.378.327
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-2.665.803	-8.347.993
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-5.948.157	-18.815.012
Comptes de régularisation		912.305	-3.466.150
Variation du besoin en fonds de roulement		-7.139.235	-34.007.482
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		25.409.231	7.683.224
Activités d'investissement			
Paiement pour acquisition de filiale		0	-1.624.807
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-29.309	-64.857
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-13.490.198	-17.305.135
Cessions d'immobilisations corporelles		485.045	405.219
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-429.555	-616.987
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-13.464.017	-19.206.567
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-15.675.408	-17.634.834
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-2.467.389	-3.345.079
Remboursements d'emprunts		-1.884	-1.859
Remboursements de dettes liées aux contrats de location		-112.736	0
Intérêts payés - reçus		455.357	577.488
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-17.802.061	-20.404.284
Incidence des écarts de conversion		237.460	-428.446
Variation nette de trésorerie		-5.619.387	-32.356.073
Trésorerie au 1er janvier	15	18.212.041	50.568.114
Trésorerie au 31 décembre	15	12.592.654	18.212.041
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-5.619.387	-32.356.073

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1er janvier 2018	25.062.500	2.506.250	-123.003.488	332.508.861	237.074.123	6.777.994	243.852.117
Résultat de l'exercice				25.924.113	25.924.113	3.675.357	29.599.470
Pertes et gains actuariels				875.024	875.024	97.224	972.248
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu				-39.815	-39.815	-10.006	-49.821
Ecarts de conversion des entités contrôlées			2.153.231	0	2.153.231	104.932	2.258.163
Variation du résultat étendu des entreprises associées			336.993	104.771	441.764	0	441.764
Résultat étendu			2.490.224	26.864.093	29.354.317	3.867.507	33.221.824
Annulation d'actions	-569.675			595.655	25.980	0	25.980
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-2.290.679	-12.087.809
Acomptes sur dividendes				-7.837.704	-7.837.704	-1.297.208	-9.134.912
Transactions avec les actionnaires	-569.675			-17.039.179	-17.608.854	-3.587.887	-21.196.741
Situation au 31 décembre 2018	24.492.825	2.506.250	-120.513.264	342.333.775	248.819.586	7.057.614	255.877.200
Situation au 1er janvier 2019	24.492.825	2.506.250	-120.513.264	342.333.775	248.819.586	7.057.614	255.877.200
Impact de l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (note 3)				-268.474	-268.474	-4.955	-273.429
Situation au 1er janvier 2019 ajustée				342.065.301	248.551.112	7.052.659	255.603.771
Résultat de l'exercice				14.596.525	14.596.525	2.264.225	16.860.750
Pertes et gains actuariels				-1.067.132	-1.067.132	-118.569	-1.185.701
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu				-19.500	-19.500	-4.900	-24.400
Ecarts de conversion des entités contrôlées			4.137.585	0	4.137.585	305.493	4.443.078
Transfert entre réserves		-56.967		56.967	0	0	0
Variation du résultat étendu des entreprises associées			0	133.933	133.933	0	133.933
Résultat étendu		-56.967	4.137.585	13.700.793	17.781.411	2.446.249	20.227.660
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-1.064.198	-10.861.328
Acomptes sur dividendes				-5.878.278	-5.878.278	-1.336.668	-7.214.946
Autres variations				-215	-215	0	-215
Transactions avec les actionnaires				-15.675.623	-15.675.623	-2.400.866	-18.076.489
Situation au 31 décembre 2019	24.492.825	2.449.283	-116.375.679	340.090.471	250.656.900	7.098.042	257.754.942

	2019	2018
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	15.675.408	17.634.834
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260
Dividende par action distribué sur la période	0,80	0,90

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinasia S.A. (« la Société ») a été constituée le 20 novembre 1972. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« le Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, principalement situées en Asie du Sud-Est.

Socfinasia S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé à Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 10534.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 18 mars 2020, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2019 sont entrés en vigueur :

- IFRS 16 « Contrats de location » :

Au 1er janvier 2019, la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » a remplacé la norme IAS 17 « Contrats de location ». Cette nouvelle norme indique comment reconnaître, mesurer et présenter les contrats de location et les informations liées à fournir. La norme fournit un modèle de comptabilisation unique pour les preneurs, en exigeant de comptabiliser un droit d'utilisation à

l'actif et une dette financière pour tous les contrats de location, sauf ceux dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois ou dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. Le Groupe a appliqué l'approche de transition rétrospective modifiée et n'a, par conséquent, pas retraité les données comparatives.

L'impact de l'adoption de cette nouvelle norme a été détaillé dans la note 1.12 et dans la note 3.

Au 1er janvier 2019, le Groupe a adopté les modifications suivantes qui n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe :

- L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié cette interprétation qui clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

- Amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » :

Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à IFRS 9 intitulé « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » pour traiter du cas fréquent d'instruments contenant une clause de paiement anticipé lorsque l'exercice de cette clause entraîne un remboursement inférieur à la somme du capital et des intérêts restant dus. Cet amendement modifie les exigences existantes d'IFRS 9 concernant les droits de résiliation afin de permettre une évaluation au coût amorti (ou, selon le modèle économique utilisé, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu) même en cas de paiements compensatoires négatifs.

- Amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » :

Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à IAS 28 afin de préciser qu'une entité doit appliquer IFRS 9 « Instruments financiers », aux intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise qui, en fait, constituent une partie

Etats financiers consolidés

de sa participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise, mais auxquels la méthode de la mise en équivalence n'est pas appliquée.

- Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Le 7 février 2018, l'IASB a publié un amendement à IAS 19 intitulé « Modification, réduction ou liquidation d'un régime » qui précise qu'en cas de modification, de réduction ou de liquidation d'un régime, l'entité doit comptabiliser et évaluer le coût des services passés, ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Elle doit ensuite déterminer l'effet du plafond de l'actif après la modification, réduction ou liquidation du régime et comptabiliser toute variation de cet effet.

- Améliorations annuelles des normes IFRS : cycle 2015-2017 :

Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié les améliorations annuelles des normes IFRS : cycle 2015-2017, qui contient des modifications de quatre normes IFRS dans le cadre du processus d'améliorations annuelles de l'IASB :

- Les modifications d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » précisent que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise commune, elle doit réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- Les modifications d'IFRS 11 « Partenariats » précisent que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise commune, elle n'a pas à réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- IAS 12 « Impôts sur le résultat » précise qu'une entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat, en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres selon l'endroit où l'entité a initialement comptabilisé ces opérations ou événements passés.
- Les modifications d'IAS 23 « Coûts d'emprunt » précisent que si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

Nouvelles normes IFRS et amendements applicables à partir de 2020 :

- « Cadre conceptuel de l'information financière » :

Le 29 mars 2018, l'IASB a publié son « Cadre conceptuel de l'information financière » révisé, qui comprend des définitions révisées d'un actif et d'un passif ainsi que de nouvelles directives sur l'évaluation et la décomptabilisation, la présentation et les informations à fournir. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette interprétation ait un impact matériel sur les états financiers consolidés.

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » et IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » :

Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IAS 1 et à IAS 8 afin de clarifier la définition de « significatif » et d'harmoniser les définitions données dans le Cadre conceptuel de l'information financière et dans les normes elles-mêmes. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

- Modifications à IFRS 9 « Instruments financiers », IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » :

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence en tant que première mesure quant aux répercussions potentielles de la réforme des taux interbancaires offerts « TIO » sur l'information financière. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 ; leur application anticipée est permise. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés car elle atténue les effets possibles de l'incertitude due à la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt « TIO ».

Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations qui n'ont pas encore été homologués par l'Union Européenne :

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 « Contrats d'assurance », qui établit les principes pour la

Etats financiers consolidés

comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance, cohérente et fondée sur des principes pour les contrats d'assurance. Selon IFRS 17, la performance de l'assurance doit être évaluée à sa valeur d'exécution actuelle et offre une méthode de mesure et de présentation plus uniforme pour tous les contrats d'assurance. IFRS 17 remplace IFRS 4 « Contrats d'assurance » et ses interprétations. Elle s'applique à compter du 1er janvier 2021 et son adoption anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » ont été appliquées. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette norme aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », relatives à la définition d'une entreprise, qui visent à résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises à déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié les modifications d'IAS 1 « Présentation des états financiers » sur le classement des passifs en tant que passifs courants et non courants afin d'établir une approche plus générale à l'égard du classement des passifs selon IAS 1, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications comprennent la clarification des exigences de classement des dettes qu'une société pourrait régler en les convertissant en capitaux propres.

Le Groupe ne prévoit pas d'adopter par anticipation les nouvelles normes, modifications et interprétations comptables.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu sont comptabilisés à leur juste valeur ;

- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant le 31 décembre 2019 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinasia ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinasia exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2019 clôturent leurs comptes le 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement, le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

Etats financiers consolidés

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais sur laquelle il n'a pas le contrôle ou un contrôle conjoint. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière consolidée, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations

sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinasia et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires

Etats financiers consolidés

libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de

change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2019	2018	2019	2018
1 euro est égal à :				
Riel cambodgien	4.578	4.601	4.539	4.765
Roupie indonésienne	15.615	16.581	15.815	16.804
Dollar américain	1,1234	1,1450	1,1192	1,1782

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Les terrains ne sont pas amortis.

Etats financiers consolidés

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte, notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 25 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 25 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un

produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Le Groupe a adopté la norme IFRS 16 « Contrats de location » rétrospectivement au 1er janvier 2019, sans retraitement des chiffres comparatifs comme permis par les dispositions transitoires de la norme. Les reclassifications et les ajustements découlant des nouvelles règles liées au traitement des contrats de location ont été constatés à l'ouverture de la période débutant le 1er janvier 2019.

Suite à l'adoption de la norme IFRS 16, le Groupe a constaté dans l'état de la situation financière les actifs au titre de droits d'utilisation et les dettes liées aux contrats de location qui étaient précédemment traités comme des locations simples selon les principes de la norme IAS 17. Les dettes liées aux contrats de location ont été évaluées à la valeur des paiements restants à effectuer actualisées au taux d'emprunt marginal au 1er janvier 2019.

Les droits d'utilisation d'actifs ont été mesurés sur une base rétrospective comme si les nouvelles règles avaient toujours été appliquées.

Etats financiers consolidés

Le Groupe a appliqué les mesures de simplifications suivantes permises par la norme :

- utilisation d'un taux d'actualisation unique pour les contrats à caractéristiques similaires ;
- non comptabilisation des actifs au titre du droit d'utilisation et de dettes de location pour les contrats de location qui sont arrivés à terme dans les 12 mois qui ont suivi la première application de la norme. Les charges correspondantes ont été reconnues avec les charges liées aux contrats de location à court terme ;
- exclusion des coûts directs initiaux pour la valorisation initiale des droits d'utilisation d'actifs.

Le changement de méthode comptable a impacté les rubriques suivantes de l'état de la situation financière au 1er janvier 2019 :

- droits d'utilisation d'actifs : augmentation de 1,3 millions d'euros
- actifs d'impôts différés : augmentation de 0,02 million d'euros
- dettes liées aux contrats de location : augmentation de 1,4 millions d'euros.

L'impact net sur les résultats reportés au 1er janvier 2019 a été une baisse de 0,3 million d'euros.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la note 23 relative aux immobilisations corporelles.

Politique comptable applicable avant le 1er janvier 2019 :

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les

engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles comprenant ses droits d'utilisation d'actifs et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de

Etats financiers consolidés

trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale et ne portent pas d'intérêt. Suite aux amendements à IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe applique une approche simplifiée et enregistre une provision pour pertes attendues sur la durée de vie des créances. Cette provision pour pertes est un montant que le Groupe considère comme une estimation fiable sur l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements requis.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Etats financiers consolidés

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, des contrats de change à terme ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-

estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Conformément aux dispositions transitoires énoncées dans IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe a choisi de présenter les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des éléments du résultat étendu, car ces placements sont détenus à titre d'investissements stratégiques à long terme qui ne devraient pas être vendus à court terme.

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-

Etats financiers consolidés

value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres côtés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes

de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19 « Avantages du personnel ».

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Etats financiers consolidés

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les revenus du Groupe découlent de l'obligation de performance consistant dans le transfert de contrôle de produits dans le cadre d'arrangements. Selon ces arrangements, le transfert du contrôle et l'accomplissement de l'obligation de performance se produisent en même temps.

Le point de prise de contrôle de l'actif par le client dépend du moment où les marchandises sont mises à la disposition du transporteur ou lorsque l'acheteur prend possession des marchandises, en fonction des conditions de livraison. En ce qui concerne les activités du Groupe, les critères de comptabilisation sont généralement remplis :

- a) pour les ventes à l'exportation lorsque les produits sont mis à la disposition du transporteur ;
- b) pour les ventes locales, en fonction des conditions de livraison, soit au moment où les produits quittent ses locaux, soit lorsque le client prend possession des marchandises.

Il s'agit du moment où le Groupe a rempli ses obligations de performance.

Les revenus sont évalués au prix de transaction de la contrepartie reçue ou à recevoir, montant défini selon les termes de l'arrangement conclu avec l'acheteur.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite

intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Etats financiers consolidés

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 (note 18), IAS 2/IAS 41 (notes 6 et 11), IAS 16 (note 5), IAS 36 (notes 5, 6 et 23), IFRS 9 (note 20) et IFRS 16 (note 3).

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production et de vente locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2019	2019	2019	2018	2018	2018
ASIE						
<i>Hévéa et palmier</i>						
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
<i>Hévéa</i>						
SETHIKULA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
VARANASI CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROPE						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	79,92	79,92	IG	79,92	79,92	IG
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	47,81	47,81	MEE	47,81	47,81	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, MEE : Mise En Equivalence

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et dans Coviphama CO Ltd.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Note 3. Contrats de location

Le Groupe loue des bureaux et des terrains agricoles sur des durées allant de 1 à 99 ans.

Les contrats de location du Groupe sont des contrats standards ne comportant pas de composantes complémentaires à caractère non locatif.

Les actifs et passifs liés aux contrats de location sont initialement mesurés à la valeur actualisée des paiements fixes incluant les paiements fixes en substance diminuée des avantages reçus du bailleur. Les paiements à faire dans le cadre de renouvellements de certaines périodes de location ont été aussi inclus dans la valorisation de la dette de location.

Le taux d'intérêt implicite n'étant pas connu pour tous les contrats du Groupe, le taux d'emprunt marginal a été utilisé pour l'actualisation des paiements de location. Le taux d'emprunt marginal est le taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaires, les fonds nécessaires à l'acquisition d'un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire.

Pour la détermination du taux d'emprunt marginal, le Groupe :

- quand ceci est possible, utilise le financement le plus récent reçu par l'entité locataire comme point de départ ajusté pour refléter le changement des conditions de financement depuis que ce dernier a été reçu ;
- utilise une approche cumulative qui commence avec un taux sans risque ajusté pour le risque de crédit pour les locations des entités n'ayant pas de financement externe récent ;
- procède à des ajustements spécifiques aux contrats de location (tels que le terme, pays, devise et garanties).

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe varient entre 2,4% et 14,5%.

Les paiements liés aux contrats de location sont alloués entre remboursement du principal de la dette de location et charge d'intérêt. La charge d'intérêt est constatée dans le compte de résultat de la période sur la durée du contrat.

Les droits d'utilisation d'actifs sont amortis linéairement sur la période la plus courte entre la durée de vie utile et la durée du contrat de location.

Les paiements associés aux contrats de location de courte durée sont reconnus linéairement en charge dans le compte de résultat. Les contrats de location de courte durée sont les contrats dont la durée est égale ou inférieure à 12 mois.

Des options de renouvellement et de résiliation anticipée ont été incluses dans la détermination du terme de certains contrats de location. A cet effet, la direction prend en compte tous les faits et circonstances qui peuvent créer une incitation à exercer une option de renouvellement ou à ne pas exercer une option de résiliation anticipée.

Pour les contrats de location de terrains, de bureaux et autres locations immobilières les facteurs les plus importants ayant été considérés sont les suivants :

- l'obligation de payer des pénalités importantes pour résilier un contrat de manière anticipée ;
- la valeur résiduelle des réaménagements des biens loués au moment où le Groupe a l'option de renouveler un contrat ;
- le coût de remplacement des actifs loués et les perturbations des activités opérationnelles que pourrait engendrer le remplacement.

Etats financiers consolidés

Les montants constatés au bilan en relation avec les contrats de location sous IFRS 16 se détaillent comme suit :

Droits d'utilisation d'actifs :

EUR	Immeubles	Terrains et concessions agricoles	Total
Impact de la première application de la norme IFRS 16	329.186	1.425.712	1.754.898
Entrées de l'exercice	0	1.016	1.016
Ecart de conversion	3.351	72.961	76.312
Valeur brute au 31 décembre 2019	332.537	1.499.689	1.832.226
Impact de la première application de la norme IFRS 16	-82.009	-397.885	-479.894
Amortissements de l'exercice	-26.368	-93.459	-119.827
Ecart de conversion	-1.898	-22.982	-24.880
Amortissements au 31 décembre 2019	-110.275	-514.326	-624.601
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	222.262	985.363	1.207.625

Dettes liées aux contrats de location :

	31/12/2019	01/01/2019 (*)
	EUR	EUR
Dettes à plus d'un an	1.295.694	1.269.283
Dettes à moins d'un an	25.938	108.361
Total	1.321.632	1.377.644

(*) Le solde au 1er janvier 2019 correspond à l'impact de la première application de la norme.

Les dettes à plus d'un an liées aux contrats de location sont payables comme suit :

2019						
EUR	2021	2022	2023	2024	2025 et au-delà	TOTAL
Dettes liées aux contrats de location	117.981	110.241	113.139	205.113	749.220	1.295.694

Les montants constatés dans le compte de résultat en relation avec les contrats de location se détaillent comme suit :

2019	
	EUR
Amortissements des droits d'utilisation d'actifs	119.827
Charges liés aux contrats de location de courte durée	23.515
Charge d'intérêt (incluse dans les charges financières)	70.043
Total	213.385

Engagements au titre des contrats de location sous IAS 17 :

Les engagements au titre des paiements de location minimum sont payables comme suit :

2018							
EUR	à moins d'un an	2020	2021	2022	2023	2024 et au-delà	TOTAL
Engagements au titre des paiements de location	187.001	174.825	50.464	40.203	40.203	2.489.637	2.982.333

Etats financiers consolidés

Réconciliation des engagements au titre des contrats de location sous IAS 17 et de la dette au titre des contrats de location sous IFRS 16 :

	01/01/2019
	<i>EUR</i>
Engagements au titre des contrats de location au 31 décembre 2018	2.982.333
Actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur au 1er janvier 2019	527.773
Loyers au titre des contrats de location à court terme	-10.554
Ajustements au titre de différences de traitement des périodes de renouvellement	860.425
Dettes liées aux contrats de location au 1er janvier 2019	1.377.644
à plus d'un an	1.269.283
à moins d'un an	108.361

Note 4. Immobilisations incorporelles

<i>EUR</i>	<i>Concessions et brevets</i>	<i>Logiciels</i>	<i>TOTAL</i>
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	56.610	1.473.560	1.530.170
Acquisitions de l'exercice	0	64.857	64.857
Sorties de l'exercice	-6.932	0	-6.932
Ecarts de conversion	2.720	-28.817	-26.097
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	52.398	1.509.600	1.561.998
Amortissements au 1er janvier 2018	-56.455	-1.101.876	-1.158.332
Amortissements de l'exercice	-159	-101.977	-102.136
Reprises d'amortissements de l'exercice	6.932	0	6.932
Ecarts de conversion	-2.716	20.827	18.112
Amortissements au 31 décembre 2018	-52.398	-1.183.026	-1.235.424
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	0	326.574	326.574
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	52.398	1.509.600	1.561.998
Acquisitions de l'exercice	0	29.309	29.309
Ecarts de conversion	260	93.738	93.998
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	52.658	1.632.647	1.685.305
Amortissements au 1er janvier 2019	-52.398	-1.183.026	-1.235.424
Amortissements de l'exercice	0	-91.194	-91.194
Ecarts de conversion	-260	-74.333	-74.593
Amortissements au 31 décembre 2019	-52.658	-1.348.553	-1.401.211
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	0	284.094	284.094

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	3.778.658	60.528.759	60.375.552	916.051	5.453.900	941.458	131.994.378
Acquisitions de l'exercice	630.982	1.290.326	2.376.485	1.383.563	2.994.901	0	8.676.257
Sorties de l'exercice	0	-418.546	-787.688	-637.271	0	0	-1.843.505
Reclassements vers d'autres postes	-512.614	4.866.845	2.050.624	0	-6.917.468	0	-512.613
Ecart de conversion	158.687	-514.711	-967.333	57.376	143.944	-18.967	-1.141.004
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	4.055.713	65.752.673	63.047.640	1.719.719	1.675.277	922.491	137.173.513
Amortissements au 1er janvier 2018	-20.086	-40.556.551	-46.714.710	-605.529	0	0	-87.896.876
Amortissements de l'exercice	0	-2.305.139	-2.120.307	-1.355.774	0	0	-5.781.220
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	182.294	739.657	630.778	0	0	1.552.729
Ecart de conversion	-1.053	621.299	838.985	-41.767	0	0	1.417.464
Amortissements au 31 décembre 2018	-21.139	-42.058.097	-47.256.375	-1.372.292	0	0	-90.707.903
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	4.034.574	23.694.576	15.791.265	347.427	1.675.277	922.491	46.465.610
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	4.055.713	65.752.673	63.047.640	1.719.719	1.675.277	922.491	137.173.513
Acquisitions de l'exercice	689.576	634.288	1.666.068	1.036.969	600.056	0	4.626.957
Sorties de l'exercice	0	-124.124	-1.426.034	-1.074.822	0	-243.962	-2.868.942
Reclassements vers d'autres postes	-670.425	1.851.593	18.201	-17.861	-1.851.933	0	-670.425
Ecart de conversion	58.613	3.351.032	3.639.059	52.948	25.226	53.929	7.180.807
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	4.133.477	71.465.462	66.944.934	1.716.953	448.626	732.458	145.441.910
Amortissements au 1er janvier 2019	-21.139	-42.058.097	-47.256.375	-1.372.292	0	0	-90.707.903
Amortissements de l'exercice	0	-2.239.602	-2.297.465	-1.334.038	0	0	-5.871.105
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	90.987	1.337.777	1.065.335	0	0	2.494.099
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-14.417	14.417	0	0	0
Ecart de conversion	-105	-2.461.309	-2.847.016	-49.473	0	0	-5.357.903
Amortissements au 31 décembre 2019	-21.244	-46.668.021	-51.077.496	-1.676.051	0	0	-99.442.812
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	4.112.233	24.797.441	15.867.438	40.902	448.626	732.458	45.999.098

Etats financiers consolidés

Note 6. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévéa		Total
	Mature	Immature	Mature	Immature	
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	49.162.799	9.079.199	38.938.035	39.441.158	136.621.191
Acquisitions de l'exercice	0	5.115.861	0	3.513.017	8.628.878
Sorties de l'exercice	-1.080.043	0	-521.846	0	-1.601.889
Reclassements vers d'autres postes	3.194.712	-2.736.896	16.249.948	-16.195.150	512.614
Ecarts de conversion	-962.016	-150.931	1.108.222	1.378.022	1.373.297
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	50.315.453	11.307.233	55.774.359	28.137.046	145.534.091
Amortissements au 1er janvier 2018	-20.669.761	0	-7.385.100	0	-28.054.861
Amortissements de l'exercice	-2.393.967	0	-2.025.511	0	-4.419.478
Reprises d'amortissements de l'exercice	847.061	0	373.008	0	1.220.069
Ecarts de conversion	395.622	0	55.477	0	451.099
Amortissements au 31 décembre 2018	-21.821.045	0	-8.982.126	0	-30.803.171
Réduction de valeur au 1er Janvier 2018	0	0	0	-4.909.483	-4.909.483
Ecarts de conversion	0	0	0	-257.193	-257.193
Réduction de valeur au 31 Décembre 2018	0	0	0	-5.166.676	-5.166.676
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	28.494.408	11.307.233	46.792.233	22.970.370	109.564.244
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	50.315.453	11.307.233	55.774.359	28.137.046	145.534.091
Acquisitions de l'exercice	0	6.222.968	0	2.640.274	8.863.242
Sorties de l'exercice	-1.064.838	0	-1.088.039	0	-2.152.877
Reclassements vers d'autres postes	3.730.345	-3.164.476	1.089.851	-985.296	670.424
Ecarts de conversion	3.146.012	738.500	1.433.505	304.121	5.622.138
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	56.126.972	15.104.225	57.209.676	30.096.145	158.537.018
Amortissements au 1er janvier 2019	-21.821.045	0	-8.982.126	0	-30.803.171
Amortissements de l'exercice	-2.663.456	0	-2.485.248	0	-5.148.704
Reprises d'amortissements de l'exercice	804.723	0	745.935	0	1.550.658
Ecarts de conversion	-1.373.380	0	-447.458	0	-1.820.838
Amortissements au 31 décembre 2019	-25.053.158	0	-11.168.897	0	-36.222.055
Réductions de valeur au 1er Janvier 2019	0	0	0	-5.166.677	-5.166.677
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-4.825.041	4.825.041	0
Ecarts de conversion	0	0	41.172	-66.844	-25.672
Réductions de valeur au 31 Décembre 2019	0	0	-4.783.869	-408.480	-5.192.349
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	31.073.814	15.104.225	41.256.910	29.687.665	117.122.614

Etats financiers consolidés

Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2019	2018	2019	2018
<i>Production d'huile de palme et de caoutchouc</i>					
PT SOCFINDO	Indonésie	10%	10%	10%	10%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2019	2018	2019	2018
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO	2.210.289	3.610.335	6.087.894	6.096.504
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			1.010.148	961.110
Participations ne donnant pas le contrôle			7.098.042	7.057.614

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2018	20.554.537	87.566.584	20.090.790	35.262.891
2019	24.211.165	94.725.931	21.271.634	40.794.919

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2018	123.261.894	35.006.776	35.006.776	3.369.229
2019	118.230.566	25.502.860	25.502.860	2.467.389

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
	EUR	EUR	EUR	
PT SOCFINDO				
2018	33.254.238	-10.925.687	-33.692.285	-11.363.735
2019	36.221.468	-10.588.804	-24.673.891	958.773

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2019	2018
	EUR	EUR
Valeur au 1er janvier	22.180.704	24.421.881
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	5.704.070	4.874.235
Dividendes	-5.046.264	-7.670.517
Variation de la juste valeur des titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	133.933	104.771
Autres mouvements	-207.706	450.334
Valeur au 31 décembre	22.764.737	22.180.704

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2019	2019	2018	2018
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.154.812	20.153	3.234.659	97.156
Immobilière de la Pépinière S.A.	1.921.744	-126.366	2.048.326	-118.334
Induservices S.A.	81.268	2.065	79.203	2.204
Induservices FR S.A.	-890.313	-197.716	-497.977	-267.103
Management Associates S.A.	-2.382	7.847	-10.229	-10.995
Socfin Green Energy S.A.	752.833	101.343	651.490	102.943
Socfin Research S.A.	1.774.935	-195.663	1.970.598	-219.755
Socfinco S.A.	872.578	103.170	1.069.408	250.756
Socfinco FR S.A.	4.809.598	2.015.068	4.760.965	1.915.028
Sodimex S.A.	167.446	57.309	210.137	-2.400
Sodimex FR S.A.	2.183.819	444.333	1.739.486	605.295
Sogescol FR S.A.	7.686.340	3.461.377	6.683.730	2.506.230
Terrasias S.A.	252.059	11.150	240.908	13.210
TOTAL	22.764.737	5.704.070	22.180.704	4.874.235

Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2019	2019	2018	2018
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.541.811	2.781.074	3.611.666	2.660.705
Immobilière de la Pépinière S.A.	4.390.218	449.334	4.647.630	460.918
Induservices S.A.	2.554.004	3.817.000	1.631.490	6.549.500
Induservices FR S.A.	5.507.277	2.007.530	4.721.333	1.705.640
Management Associates S.A.	14.582.030	4.375.932	12.300.416	3.245.758
Socfin Green Energy S.A.	1.537.392	488.823	1.339.394	386.209
Socfin Research S.A.	3.975.939	50.922	4.362.396	170.351
Socfinco S.A.	1.874.612	1.627.536	2.266.813	2.145.770
Socfinco FR S.A.	14.712.139	20.876.086	10.707.280	19.990.681
Sodimex S.A.	555.407	0	576.266	36.601
Sodimex FR S.A.	13.474.446	22.146.453	17.154.484	24.862.029
Sogescol FR S.A.	35.282.616	276.101.249	34.878.909	238.258.853
Terrasia S.A.	527.223	76.885	506.551	76.885
TOTAL	102.515.114	334.798.824	98.704.628	300.549.900

Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	
			2019	2018
			EUR	EUR
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	2.000.000	3.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	100.000	350.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.690.342	3.632.789

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2018	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	624.831	11.675.585	1.534.644	8.200.000
Socfinco FR S.A.	9.763.533	943.747	1.159.735	0
Sodimex S.A.	576.266	0	155.992	0
Sogescol FR S.A.	34.123.513	755.396	21.504.904	0
TOTAL	45.088.143	13.374.728	24.355.275	8.200.000

2019	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	3.583.984	10.998.045	3.777.023	8.200.000
Socfinco FR S.A.	10.800.684	3.911.455	2.173.231	2.763.958
Sodimex S.A.	555.407	0	351.227	0
Sogescol FR S.A.	34.280.953	1.001.663	20.394.982	0
TOTAL	49.221.028	15.911.163	26.696.463	10.963.958

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2018	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-188.155	-188.155	-188.155
Socfinco FR S.A.	3.745.494	3.745.494	3.745.494
Sodimex S.A.	-4.800	-4.800	-4.800
Sogescol FR S.A.	5.379.327	5.379.327	5.379.327
TOTAL	8.931.866	8.931.866	8.931.866

2019	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	39.235	39.235	39.235
Socfinco FR S.A.	4.227.405	4.227.405	4.227.405
Sodimex S.A.	-16.094	-16.094	-16.094
Sogescol FR S.A.	6.622.199	6.622.199	6.622.199
TOTAL	10.872.745	10.872.745	10.872.745

Etats financiers consolidés

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2018	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.565.772	20%	-523.383	-10.229
Socfinco FR S.A.	9.547.545	50%	-12.808	4.760.965
Sodimex S.A.	420.274	50%	0	210.137
Sogescol FR S.A.	13.374.005	50%	-3.273	6.683.730
TOTAL	25.907.596		-539.464	11.644.603

2019	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.605.006	20%	-523.383	-2.382
Socfinco FR S.A.	9.774.950	50%	-77.877	4.809.598
Sodimex S.A.	204.180	50%	65.356	167.446
Sogescol FR S.A.	14.887.634	50%	242.523	7.686.340
TOTAL	27.471.770		-293.381	12.661.002

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2019	2018
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	162.469	466.372
Quote-part du Groupe dans le résultat étendu total	162.469	466.372
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.103.735	10.536.101

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2019 et 2018 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 9. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

	2019	2018
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	667.448	735.772
Variation de la juste valeur	-33.461	-68.324
Juste valeur au 31 décembre	633.987	667.448

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2019	2018	2019	2018
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	519.117	519.117	633.987	667.448

Note 10. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2019	2018
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-1.983.879	-2.681.426
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.574.088	-2.287.177
IAS 19 : Engagements de retraites	9.214.021	8.815.723
IAS 12 : Latences fiscales	-265.131	5.601
IFRS 16 : Contrats de location	26.474	0
Autres	-892.681	0
Situation au 31 décembre	4.524.716	3.852.721

* Composants des passifs d'impôts différés

	2019	2018
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	520	49.965
IAS 16 : Immobilisations corporelles	55.292	55.438
IFRS 9 : Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	31.108	40.169
Situation au 31 décembre	86.920	145.572

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Socfinasia dispose de pertes fiscales récupérables de 22,4 millions d'euros et PNS de 10,2 millions d'euros. Ces latences fiscales n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Etats financiers consolidés

Note 11. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2019	2018
	EUR	EUR
Matières premières	579.678	566.031
Consommables	5.704.260	4.716.887
Produits en cours de fabrication	8.749.976	11.190.631
Produits finis	3.569.571	5.140.423
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	18.603.485	21.613.972
Réductions de valeur sur stocks	-290.640	-339.670
Total net au 31 décembre	18.312.845	21.274.302

* Réconciliation des stocks

	2019	2018
	EUR	EUR
Situation au 1er janvier	21.613.972	14.817.586
Variation de stocks	-560.295	3.391.800
Juste valeur de la production agricole	-3.660.462	3.578.215
Ecart de conversion	1.210.270	-173.629
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	18.603.485	21.613.972
Réductions de valeur sur stocks	-290.640	-339.670
Total net au 31 décembre	18.312.845	21.274.302

* Détail des stocks par produit

2018	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
Palmiers (en tonnes)	0	0	7.389
Hévéa (en tonnes)	369	0	2.794
Autres (en unités)	0	17.333.173	621.811
2019			
Palmiers (en tonnes)	0	0	1.789
Hévéa (en tonnes)	484	0	2.344
Autres (en unités)	0	15.414.927	308.485

Etats financiers consolidés

Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2019	2018
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.698.894	1.365.938
Avances et acomptes versés	2.475.975	2.075.467
Total net au 31 décembre	4.174.869	3.441.405

Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2019	2018
	EUR	EUR
Créances sociales	8.480	3.954
Autres créances (*)	107.380.423	104.315.655
Comptes de régularisation	10.831	1.864
Valeur au 31 décembre	107.399.734	104.321.473

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées de créances liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 106,4 millions d'euros (103,9 millions d'euros en 2018).

Etats financiers consolidés

Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2019	2018
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	1.132.080	956.025
Produit d'impôts	4.330.669	0
Autres impôts	0	1.808
Impôts payés ou récupérés	-4.609.917	124.584
Régularisations d'impôts	25.354	0
Ecart de conversion	5.651	49.663
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	883.837	1.132.080

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2019	2018
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	2.165.591	7.893.688
Charge d'impôts	15.979.649	21.858.123
Impôts payés ou récupérés	-16.346.977	-27.446.405
Régularisations d'impôts	24.977	0
Ecart de conversion	125.143	-139.815
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	1.948.383	2.165.591

Etats financiers consolidés

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2019	2018
	EUR	EUR
Comptes à vue	12.592.654	18.212.041
Total au 31 décembre	12.592.654	18.212.041

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2019	2018
	EUR	EUR
Comptes à vue	12.592.654	18.212.041
Total au 31 décembre	12.592.654	18.212.041

Note 16. Capital

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 (inchangé par rapport au 31 décembre 2018).

Au 31 décembre 2019, le capital est représenté par 19 594 260 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) ont été annulées en 2018, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire.

A ce jour la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.

	Actions ordinaires	
	2019	2018
Nombre d'actions au 31 décembre	19.594.260	19.594.260
Nombre d'actions émises entièrement libérées sans désignation de valeur nominale	19.594.260	19.594.260

Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 18. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service.

Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2019	2018
	EUR	EUR
<i>Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des obligations	40.794.919	35.262.891
<i>Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies</i>		
	40.794.919	35.262.891
<i>Composantes de la charge nette</i>		
Coûts des services rendus	2.393.489	2.075.266
Coûts financiers	2.625.397	2.589.873
<i>Coûts des régimes à prestations définies</i>	5.018.886	4.665.139
<i>Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière</i>		
<i>Au 1er janvier</i>	35.262.891	35.423.048
Coûts selon le compte de résultat	5.018.886	4.665.139
Cotisations	-3.291.087	-2.822.668
Ecart actuariel de l'année reconnu dans les autres éléments du résultat étendu	1.580.935	-1.296.331
Ecart de conversion	2.223.294	-706.297
<i>Au 31 décembre</i>	40.794.919	35.262.891

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2020.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2019	2018
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-669.284	-2.544.188
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-911.651	3.840.519
Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	-1.580.935	1.296.331

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2019	2018
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	7,35%	8,16%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	6,50%	7,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	13,05	13,20

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2019	2018
	EUR	EUR
Valeur actualisée de l'obligation	40.794.919	35.262.891
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	39.255.849	33.938.149
Diminution de 0,5%	42.553.351	36.774.718
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	42.590.671	36.812.077
Diminution de 0,5%	39.199.291	33.885.490

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2020	2019
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	2.882.687	2.806.591

	2019	2018
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	15,4	15,7

Etats financiers consolidés

Note 19. Autres dettes

	2019	2018
	EUR	EUR
Dettes sociales	344.277	534.546
Autres dettes (*)	25.316.466	30.366.179
Comptes de régularisation	16.085.816	14.270.102
Total au 31 décembre	41.746.559	45.170.827
Dont dettes courantes	41.746.559	45.170.827

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées de dettes liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 21 millions d'euros (25,7 millions d'euros en 2018).

Note 20. Instruments financiers

2018	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	667.448	0	667.448	0	0
Avances à long terme	0	2.656.455	0	87.116	2.743.571	2.656.455	87.116
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	0	8.200.000	8.200.000	0
Créances commerciales	0	0	0	3.441.405	3.441.405	0	3.441.405
Autres créances	0	0	0	104.321.473	104.321.473	0	104.321.473
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	18.212.041	18.212.041	0	18.212.041
Total actifs	0	10.856.455	667.448	126.062.035	137.585.938	10.856.455	126.062.035
Passifs							
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	3.681.819	3.681.819	0	3.681.819
Autres dettes (courants)	0	0	0	45.170.827	45.170.827	0	45.170.827
Total passifs	0	0	0	48.852.646	48.852.646	0	48.852.646
2018							
Juste valeur							
EUR	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		TOTAL
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0		0		667.448		667.448

Etats financiers consolidés

2019	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	633.987	0	633.987	0	0
Avances à long terme	0	3.083.077	0	87.586	3.170.663	3.083.077	87.586
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	0	8.200.000	8.200.000	0
Créances commerciales	0	0	0	4.174.869	4.174.869	0	4.174.869
Autres créances	0	0	0	107.399.734	107.399.734	0	107.399.734
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	12.592.654	12.592.654	0	12.592.654
Total actifs	0	11.283.077	633.987	124.254.843	136.171.907	11.283.077	124.254.843
Passifs							
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location	0	1.295.694	0	0	1.295.694	1.295.694	0
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	0	25.938	0	0	25.938	25.938	0
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	3.539.458	3.539.458	0	3.539.458
Autres dettes (courants)	0	0	0	41.746.559	41.746.559	0	41.746.559
Total passifs	0	1.321.632	0	45.286.017	46.607.649	1.321.632	45.286.017
2019							
	Juste valeur						
EUR	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		TOTAL
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0		0		633.987		633.987

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2019	2018
Directeurs	191	191
Employés	2.406	2.462
Ouvriers (y compris saisonniers)	7.970	8.232
TOTAL	10.567	10.885

<i>Frais de personnel</i>	2019	2018
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	35.799.419	34.118.757
Charges sociales et charges liées aux retraites	3.985.668	2.164.755
Total au 31 décembre	39.785.087	36.283.512

Note 22. Dotations aux amortissements

	2019	2018
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<i>Dotations aux amortissements</i>		
Sur droits d'utilisation d'actifs (note 3)	119.827	0
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	91.194	102.136
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	5.871.105	5.781.220
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	5.148.704	4.419.478
Total au 31 décembre	11.230.830	10.302.834

Note 23. Dépréciations d'actifs

Immobilisations incorporelles et corporelles et droits d'utilisation d'actifs

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses droits d'utilisation d'actifs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Au 31 décembre 2019, aucune perte de valeur n'a été constatée sur les actifs susmentionnés.

Actifs biologiques producteurs

Le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe un ou plusieurs indices que les actifs biologiques producteurs puissent avoir subi une perte de valeur.

Le Groupe considère pour cela plusieurs indices :

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Au 31 décembre 2019, le tassement des cours de clôture, pour les secteurs hévéa et palmier, ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années.

A la place des cours de clôture, le Groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Le Groupe étudie également les cours observés sur les marchés locaux, considérant qu'une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur.

Sur base des critères ci-dessus, l'étude des cours globaux et locaux a conduit à une conclusion identique.

En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes;
- Critères relatifs au marché local;
- Indices physiques de perte de valeur;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Dans le cas où un indice de perte de valeur serait identifié, la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée.

Les tests de perte de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

L'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant

Etats financiers consolidés

impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. Le taux d'actualisation avant impôts en 2019 se situe entre 7,1% et 8,1% (entre 8,8% et 10,9% pour 2018). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Au 31 décembre 2019, les pertes de valeurs cumulées concernent uniquement Coviphama pour 5,2 millions d'euros (note 6).

Note 24. Autres produits financiers

	2019	2018
	EUR	EUR
Intérêts sur autres participations	11.418	0
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	624.415	731.175
Gains de change	1.073.989	2.639.959
Autres	360.339	505.348
Total au 31 décembre	2.070.161	3.876.482

Etats financiers consolidés

Note 25. Charges financières

	2019	2018
	EUR	EUR
Intérêts et charges financières	110.434	153.678
Charge d'intérêt liée aux contrats de location	70.043	0
Pertes de change	1.404.420	2.218.689
Autres	141.843	81.210
Total au 31 décembre	1.726.740	2.453.577

Note 26. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2019	2018
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	9.660.672	13.126.112
Charge d'impôts différés	-55.901	1.232.679
Charge d'impôts au 31 décembre	9.604.771	14.358.791

* Composants de la charge d'impôts différés

	2019	2018
	EUR	EUR
IAS12 : Latences fiscales	-551.229	192.779
IAS 19 : Engagements de retraites	-36.716	-460.618
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-902.585	904.768
IAS 16 : Immobilisations corporelles	1.436.210	595.716
IFRS 16 : Contrats de location	-1.581	0
Autres	0	34
Charge d'impôts différés au 31 décembre	-55.901	1.232.679

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2019	2018
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	20.761.451	39.084.026
Taux d'imposition normal de la société mère	24,94%	26,01%
Taux d'imposition normal des filiales	de 20 % à 24,94 %	de 20 % à 26,01 %
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	5.346.531	9.765.354
Impôts non provisionnés	190.615	2.157
Revenus définitivement taxés	0	1.799
Mesures favorables à l'investissement	-756.593	-520.068
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	629.651	505.237
Revenus non imposables	-87.235	-125.522
Dépenses non déductibles	2.807.064	1.581.013
Déficits à reporter	2.631.654	2.403.081
Ajustements divers	-1.156.916	745.740
Charge d'impôts au 31 décembre	9.604.771	14.358.791

* Changement de taux des filiales

Suite à la réforme de 2017, le taux d'imposition de Socfinasia, Socfinde et PNS est passé à 26,01% en 2018 et à 24,94% en 2019.

Etats financiers consolidés

Note 27. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au

cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2019	2018
Résultat net (en euro)	14.596.525	25.924.113
Nombre moyen d'actions	19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué (en euro)	0,74	1,32

Note 28. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 26 mai 2020, le paiement d'un dividende total de 0,80 euro par action. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2019

d'un montant de 0,30 euro par action a été versé en novembre 2019. Un solde de 0,50 euro pour un montant total de 9,8 millions d'euros reste donc à payer.

Etats financiers consolidés

Note 29. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2019	2018
	EUR	EUR
Avantages à court terme	4.089.283	7.119.847
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paieement fondé sur les actions	0	0

* Transactions relatives aux autres parties liées

2018				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	232.500	0	232.500
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	8.200.000
	0	8.432.500	0	8.432.500
Actifs courants				
Créances commerciales	0	1.131.025	31.248	1.162.273
Autres créances (note 14)	0	4.735.570	99.133.560	103.869.130
	0	5.866.595	99.164.808	105.031.403
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	964.999	0	964.999
Autres dettes (note 20)	8.745.149	9.616.531	1.303.800	19.665.480
	8.745.149	10.581.530	1.303.800	20.630.479
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	14.269.338	103.996	14.373.334
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	7.539.132	1.953	7.541.085
Produits financiers	2.841	57.312	548.628	608.781
Charges financières	0	43.978	25.233	69.211

Etats financiers consolidés

2019				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	596.613	0	596.613
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	8.200.000
	0	8.796.613	0	8.796.613
Actifs courants				
Créances commerciales	0	1.039.342	30.828	1.070.170
Autres créances (note 14)	0	6.441.803	100.534.434	106.976.237
	0	7.481.145	100.565.262	108.046.407
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	734.298	1.443	735.741
Autres dettes (note 20)	13.265	12.281.088	2.737.876	15.032.229
	13.265	13.015.386	2.739.319	15.767.970
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	14.844.276	103.915	14.948.191
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	6.042.505	4.250	6.046.755
Produits financiers	551	56.203	544.512	601.266
Charges financières	0	11.739	22.878	34.617

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

Aucune transaction significative n'a été enregistrée avec la maison mère Socfin à l'exception du paiement des dividendes par Socfinasia S.A. pour un montant de 10,2 millions d'euros en 2018 et de 9,1 millions d'euros en 2019.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec la société Socfinde S.A., société de droit luxembourgeois, faisant partie du périmètre consolidé.

Socfinde présente une créance de 100,5 millions d'euros envers Socfinaf. Cette créance porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois +0,5%. Les intérêts sont

stipulés payables mensuellement à terme échu. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2019 est de 0,5 million d'euros. Au 31 décembre 2019, le solde restant dû est présenté à 100,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2019, Socfinde présente une dette de 0,7 million d'euros envers Safa. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois x 85% avec un taux plancher à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2019 est nul.

Au 31 décembre 2019, Socfinde présente une dette de 2,1 millions d'euros envers Socfinaf. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Libor 1 mois x 85% avec un taux plancher à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2019 est de 0,02 million d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 30. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques producteurs. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4 273
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2 386
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5 345
PT SOCFINDO	1990/1995/1996/1997/1998/2004/2012/2019	25 à 30 ans	48 106

Note 31. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Indonésie, Cambodge et Europe.

Les produits du secteur opérationnel Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Cambodge proviennent exclusivement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Europe proviennent des prestations de

services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2018

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-4.481.847
Cambodge	2.031.754	0	-2.115.987
Indonésie	123.261.893	0	47.218.848
TOTAL	125.293.647	0	40.621.014
Juste valeur de la production agricole			3.666.484
Autres retraitements IFRS			-972.248
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-5.386.751
Produits financiers			3.908.737
Charges financières			-2.753.210
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			4.874.235
Impôts			-14.358.791
Résultat net de l'exercice			29.599.470

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2019

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.558.652
Cambodge	3.507.881	0	-2.217.924
Indonésie	118.230.566	0	35.104.382
TOTAL	121.738.447	0	29.327.806
Juste valeur de la production agricole			-3.660.465
Autres retraitements IFRS			1.641.761
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-6.399.055
Produits financiers			2.101.016
Charges financières			-2.249.612
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			5.704.070
Impôts			-9.604.771
Résultat net de l'exercice			16.860.750

* Total des actifs sectoriels

	2019	2018
	EUR	EUR
Europe	7.113.372	13.822.417
Cambodge	70.247.438	69.344.606
Indonésie	107.752.640	98.575.369
Total au 31 décembre	185.113.450	181.742.392
IFRS 3 : Juste valeur des actifs biologiques producteurs	276.461	277.190
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	7.938.116	10.975.526
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	5.158.147	6.289.068
Total des actifs sectoriels consolidés	198.486.174	199.284.176

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques producteurs, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2019	2018
	EUR	EUR
Europe	113.015.197	110.194.088
Cambodge	1.198.667	928.701
Indonésie	19.418.844	18.076.267
Total au 31 décembre	133.632.708	129.199.056
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-88.346.690	-80.346.410
Total des passifs sectoriels consolidés	45.286.018	48.852.646

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2018

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	0	3.455.195	2.786.267	6.241.462
Indonésie	64.857	5.221.062	5.842.611	11.128.530
TOTAL	64.857	8.676.257	8.628.878	17.369.992

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2019

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	0	651.057	1.841.631	2.492.688
Indonésie	29.309	3.975.900	7.021.611	11.026.820
TOTAL	29.309	4.626.957	8.863.242	13.519.508

* Information par catégorie de revenu

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2019	2018
	EUR	EUR
Palmier	98.450.158	98.390.076
Hévéa	19.364.190	17.364.984
Autres produits agricoles	3.924.099	9.538.587
TOTAL	121.738.447	125.293.647

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR					2018
Implantation					
Origine \	Europe	Afrique	Asie	TOTAL	
Asie	14.269.338	388.969	110.635.340	125.293.647	

EUR					2019
Implantation					
Origine \	Europe	Afrique	Asie	TOTAL	
Asie	14.844.276	510.192	106.383.978	121.738.447	

* Information par secteur d'activité et par catégorie de revenu

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par secteur d'activité et par catégorie de revenu

EUR					2018
Catégorie					
Secteur d'activité \	Palmier	Hévéa	Autres produits agricoles	TOTAL	
Indonésie	98.390.076	15.333.230	9.538.587	123.261.894	
Cambodge	0	2.031.754	0	2.031.754	
TOTAL	98.390.076	17.364.984	9.538.587	125.293.647	

EUR					2019
Catégorie					
Secteur d'activité \	Palmier	Hévéa	Autres produits agricoles	TOTAL	
Indonésie	98.450.158	15.856.309	3.924.099	118.230.566	
Cambodge	0	3.507.881	0	3.507.881	
TOTAL	98.450.158	19.364.190	3.924.099	121.738.447	

Note 32. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

** Risque de prix sur les marchés des matières premières*

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

** Risque de devises étrangères*

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

** Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux

Etats financiers consolidés

emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Etats financiers consolidés

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

*** Risque de change**

Les ventes locales de 101,9 millions d'euros en 2019 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar. Dans

le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,3 million d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 5 millions de dollars au 31 décembre 2019. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo présente une position de trésorerie de 1,8 millions de dollars.

*** Risque de taux d'intérêts**

En dehors des éventuels découverts bancaires à court terme, il n'y a pas d'emprunt à taux variable.

*** Risque de crédit**

Au 31 décembre 2019, les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 1,0 million d'euros et 3,2 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Les créances commerciales échues sont non significatives.

	2019	2018
	EUR	EUR
Créances commerciales	4.174.869	3.441.405
Autres créances	107.399.734	104.321.473
Total net des créances	111.574.603	107.762.878
Montant non échu	111.574.603	107.762.878
Total net des créances	111.574.603	107.762.878

*** Risque de liquidité**

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée à la note 15.

Etats financiers consolidés

Note 33. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 34. Evénements postérieurs à la date de clôture

L'épidémie de Covid-19 a commencé en Chine en décembre 2019 et s'est répandue au reste du monde à partir du mois de janvier 2020 pour prendre le 11 mars 2020 le statut de « pandémie » décrété par l'OMS. A la date de clôture, l'épidémie n'avait pas d'impact sur les activités du Groupe.

L'épidémie de Covid-19, prenant une dimension mondiale, a fait chuter de manière spectaculaire les marchés financiers dès mi-février, faisant craindre un ralentissement de la croissance économique mondiale. Les cours des matières premières ne sont évidemment pas épargnés. Ainsi, le TSR20 1^{ère} position FOB Singapour sur SGX cote au 27 mars 2020 à 1.070 USD/tonne, contre 1.451 USD/tonne au 31 décembre 2019. De même, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont clôturé au 27 mars 2020 aux alentours des 620 USD/tonne, contre 850 USD/tonne au 31 décembre 2019.

La crise du Covid-19 a fortement affecté les secteurs liés à l'économie chinoise, notamment les groupes

évoluant dans l'industrie de l'automobile, déjà en ralentissement. Par ailleurs, les fabricants de pneumatiques sont en train d'arrêter ou de réduire drastiquement la production de la plupart de leurs usines en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et ailleurs dans le monde.

Le Conseil d'Administration s'attend à une forte baisse de la demande de caoutchouc de la part des pneumaticiens à partir du mois d'avril.

Le ralentissement de la croissance chinoise et le récent lockdown de l'Inde, les deux principaux importateurs d'huile de palme, et la chute des cours du pétrole pèsent également fortement sur les cours actuels de l'huile de palme brute.

La situation est suivie avec attention par les équipes dirigeantes. Cependant, il est trop tôt pour mesurer l'ensemble des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur l'exercice 2020. Les opérations du premier trimestre n'ont toutefois pas été affectées par cette crise.

Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2019	2018
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	159.023	149.186

Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires d'audit versés au réviseur du Groupe (C-Clerc S.A., membre du réseau Crowe Global) ainsi qu'aux sociétés membres de son réseau pour la

période. Aucune prestation de consultance ou autres services non-audit n'ont été rendus par ces sociétés en 2019 ou en 2018.

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 26 mai 2020

Mesdames, Messieurs

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2019.

Activités

La Société détient pour l'essentiel des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2019	2018
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	22,0	30,1
Total des produits	22,0	30,1
CHARGES		
Autres charges externes	2,6	3,7
Corrections de valeur sur immobilisations financières	1,2	0,0
Intérêts et autres charges financières	0,3	0,8
Impôts	0,5	0,8
Total des charges	4,6	5,3
BENEFICE DE L'EXERCICE	17,4	24,8

Au 31 décembre 2019, les produits des immobilisations financières s'élèvent donc à 22 millions d'euros contre 30,1 millions d'euros en 2018. La baisse constatée provient pour l'essentiel de la diminution des revenus en provenance d'Indonésie.

Après déduction des charges et des coûts de structure, le bénéfice de l'exercice s'établit à 17,4 millions d'euros.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2019, le total du bilan de Socfinasia S.A. avant distribution s'établit à 410,9 millions d'euros contre 410,8 millions d'euros au 31 décembre 2018.

L'actif de Socfinasia S.A. se compose notamment de 314,8 millions d'euros d'immobilisations financières,

de 91,6 millions d'euros de créances et de 4,5 millions d'euros de disponibilités.

Les fonds propres, avant affectation du solde de dividendes, s'élèvent à 406,6 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice 2019, Socfinasia a acquis 1 action Gaummes. Des réductions de valeur ont été comptabilisées sur Sodimex S.A. à hauteur de 0,3 million d'euros et sur Socfin Research pour 0,9 million d'euros.

Evaluation

Les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 80,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 68,1 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant l'exercice :

PT Socfindo (Indonésie)

Filiale à 89,98 % de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

Surfaces (ha) au 31/12/2019	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
Hévéa	6.711	920	7.632
Palmier	33.067	5.381	38.447
Total	39.778	6.301	46.079

Chiffres-clés	Réalisé 2019	Réalisé 2018	Ecart (%)
Production (tonnes)			
Caoutchouc	11.325	12.251	-0,8
Huile de palme	189.462	194.705	-0,3
Chiffre d'affaires (000€)			
Caoutchouc	15.854	15.328	+0,3
Palmier	97.879	98.357	-0,1
Semences	4.477	9.535	-53,0
Total	118.210	123.220	-4,1
Résultat net (000€)	25.498	34.995	-27,1

Rapport de gestion social

Socfin-KCD Co Ltd (Cambodge) - 100% et

Coviphama Co Ltd (Cambodge) - Filiale à 100% de PNS Ltd S.A., elle-même détenue à 99,99 % par Socfinasia S.A. Par rapport à l'année dernière, la production est en hausse (+58%) compte tenu de la mise en service de l'usine courant 2018. Le chiffre d'affaires affiche par conséquent une hausse significative (+73%). Le résultat net est légèrement inférieur en raison des coûts liés à une production plus importante.

Chez Coviphama, il n'y a pas de nouveaux plantings en 2019. La mise en valeur des jeunes cultures se poursuit. Les récoltes des premières parcelles matures sont vendues à Socfin-KCD, Coviphama ne disposant pas d'unité industrielle.

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 17.435.868,45, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 205.581.392,84 forment un solde bénéficiaire de EUR 223.017.261,29 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	205.600.141,29
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	1.741.712,00
90% aux 19.594.260 actions	15.675.408,00
soit EUR 0,80 par action	
dont EUR 0,30 déjà versé fin 2019	223.017.261,29

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,90.

Après cette répartition, l'ensemble des réserves s'élève à EUR 371.267.613,68 et se présente comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.449.282,50
Réserve statutaire	125.993.370,46
Autres réserves	30.070.909,83
Autres réserves disponibles	7.153.909,60
Report à nouveau	205.600.141,29
	371.267.613,68

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 78 de EUR 0,50 sera détachable le 8 juin 2020 et payable à partir du 10 juin 2020.

Rapport de gestion social

Actions propres

Au cours de l'exercice 2019, la Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2019, Socfinasia n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 5 millions de dollars au 31 décembre 2019. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements et les dépenses en dollar.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) b)

et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.492.825 euros représenté par 19.594.260 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.

Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 57,79% dans le capital de Socfinasia S.A.

Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».

Le 22/10/2018, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 22,255% dans le capital de Socfinasia S.A., dont 17,138% via Bolloré et 5,116% via Compagnie du Cambodge.

Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 450-1 et 450-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ».

h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.

Rapport de gestion social

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil* ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « *En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.* »

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 420-23 de la loi

sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2019.

Les efforts et actions entreprise par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinasia S.A. au 31 décembre 2019 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividende, s'élève à 487,3 millions d'euros, soit EUR 24,87 par action contre EUR 24,23 au terme de

l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action au 31 décembre 2019 s'élève à EUR 16,30 contre EUR 12,60 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 a commencé en Chine en décembre 2019 et s'est répandue au reste du monde à partir du mois de janvier 2020 pour prendre le 11 mars 2020 le statut de « pandémie » décrété par l'OMS. A la date de clôture, l'épidémie n'avait pas d'impact sur les activités du Groupe.

L'épidémie de Covid-19, prenant une dimension mondiale, a fait chuter de manière spectaculaire les marchés financiers dès mi-février, faisant craindre un ralentissement de la croissance économique mondiale. Les cours des matières premières ne sont évidemment pas épargnés. Ainsi, le TSR20 1^{ère} position FOB Singapour sur SGX cote au 27 mars 2020 à 1.070 USD/tonne, contre 1.451 USD/tonne au 31 décembre 2019. De même, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont clôturé au 27 mars 2020 aux alentours des 620 USD/tonne, contre 850 USD/tonne au 31 décembre 2019.

La crise du Covid-19 a fortement affecté les secteurs liés à l'économie chinoise, notamment les groupes

évoluant dans l'industrie de l'automobile, déjà en ralentissement. Par ailleurs, les fabricants de pneumatiques sont en train d'arrêter ou de réduire drastiquement la production de la plupart de leurs usines en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et ailleurs dans le monde.

Le Conseil d'Administration s'attend à une forte baisse de la demande de caoutchouc de la part des pneumaticiens à partir du mois d'avril.

Le ralentissement de la croissance chinoise et le récent lockdown de l'Inde, les deux principaux importateurs d'huile de palme, et la chute des cours du pétrole pèsent également fortement sur les cours actuels de l'huile de palme brute.

La situation est suivie avec attention par les équipes dirigeantes. Cependant, il est trop tôt pour mesurer l'ensemble des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur l'exercice 2020. Les opérations du premier trimestre n'ont toutefois pas été affectées par cette crise.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Asie du Sud-Est peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2020 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

Nominations statutaires

Les mandats d'Administrateur de Messieurs Philippe de Traux, Luc Boedt et François Fabri viennent à échéance cette année. Ils sont rééligibles et se représentent à vos suffrages.

En outre, le mandat du Réviseur d'entreprises, C-Clerc vient à échéance cette année. Le Comité d'audit doit recevoir quelques candidatures et soumettra sa recommandation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de SOCFINASIA S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du règlement (UE) No 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de

déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 9 - « Environnement politique et économique ». La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation des parts dans les entreprises liées

Description de la question clé

Au 31 décembre 2019, la valeur nette des parts dans les entreprises liées s'élève à 292 millions d'euros et représentent 71% du total bilantaire.

Ces parts dans les entreprises liées sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition ou de la valeur estimée de réalisation par le Conseil d'Administration.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

L'appréciation de la valeur estimée de réalisation de ces participations requiert l'exercice de jugement de la part du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent être historiques (quote-part d'actif net statutaire ou consolidé), et/ou prévisionnels (perspectives de rentabilité).

En raison du montant significatif des parts dans les entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur de réalisation par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme une question clé de notre audit.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs de réalisation des parts dans les entreprises liées, nos travaux ont consisté principalement à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par le Conseil d'Administration, les méthodes d'évaluation utilisées par la Société ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :
 - apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer l'actif net comptable réévalué ;
 - notamment à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments autres que des éléments historiques :
 - réaliser une analyse sur l'évolution des données financières et non-financières des entreprises liées et de leur activité ;
 - examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.

Nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées aux participations ;
- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 « Immobilisations financières ».

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 31 mai 2017 et la durée totale à ce jour de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 5 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans

le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées aux pages 99 à 100 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services non-audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Bertrange, le 9 avril 2020

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mariateresa Di Martino
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2019

		2019	2018
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		292.038.898,56	293.247.290,73
Créances sur des entreprises liées		22.765.600,07	22.405.600,07
		314.804.498,63	315.652.890,80
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4	91.621.713,93	84.686.411,13
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		62,50	0,00
		91.621.776,43	84.686.411,13
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		4.462.239,69	10.488.084,25
		96.084.016,12	95.174.495,38
TOTAL ACTIF		410.888.514,75	410.827.386,18

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2019	2018
PASSIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	5		
Capital souscrit		24.492.825,00	24.492.825,00
Réserves			
Réserve légale		2.449.282,50	2.506.250,00
Réserve statutaire		125.993.370,46	125.993.370,46
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves indisponibles		37.224.819,43	37.224.819,43
		165.667.472,39	165.724.439,89
Résultats reportés		205.581.392,84	200.282.361,63
Résultat de l'exercice		17.435.868,45	24.836.323,71
Acomptes sur dividendes		-6.531.420,00	-8.708.560,00
		406.646.138,68	406.627.390,23
DETTES			
	6		
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		676.689,71	628.173,00
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.565.686,36	3.571.822,95
		4.242.376,07	4.199.995,95
TOTAL PASSIF		410.888.514,75	410.827.386,18

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

		2019	2018
	Note	EUR	EUR
Matières premières et consommables et autres charges externes			
Autres charges externes		-2.282.915,08	-3.317.683,80
Autres charges d'exploitation		-268.902,03	-394.084,55
Produits provenant de participations			
provenant d'entreprises liées	7	22.005.578,79	30.076.037,43
Autres intérêts et autres produits financiers			
autres intérêts et produits financiers		21.884,53	36.998,62
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant			
		-1.208.392,17	0,00
Intérêts et autres charges financières			
autres intérêts et charges financières		-301.387,48	-789.508,11
Impôts sur le résultat			
		-13.003,21	-19.537,27
Résultat après impôts sur le résultat			
		17.952.863,35	25.592.222,32
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus			
		-516.994,90	-755.898,61
Résultat de l'exercice		17.435.868,45	24.836.323,71

Proposition de répartition bénéficiaire

	2019	2018
	EUR	EUR
Report à nouveau	205.600.141,29	205.581.392,84
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	1.741.712,00	1.959.426,00
90% aux 19.594.260 actions	15.675.408,00	17.634.834,00
	223.017.261,29	225.175.652,84
Dividende par action	EUR 0,80	EUR 0,90

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2019

Note 1. Généralités

SOCFINASIA S.A. « la Société » ci-après, a été constituée le 20 novembre 1972 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 10534.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) ; les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans les comptes de profits et pertes. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devise sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisations sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur la valeur boursière, sur les états financiers des sociétés à évaluer, ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3 - Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<i>Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice</i>	294.576.661,97	294.576.661,97	22.405.600,07	18.527.024,08	316.982.262,04	313.103.686,05
Augmentations	0,00	0,00	360.000,00	3.878.575,99	360.000,00	3.878.575,99
<i>Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice</i>	294.576.661,97	294.576.661,97	22.765.600,07	22.405.600,07	317.342.262,04	316.982.262,04
<i>Corrections de valeur au début de l'exercice</i>	-1.329.371,24	-1.329.371,24	0,00	0,00	-1.329.371,24	-1.329.371,24
Dotations	-1.208.392,17	0,00	0,00	0,00	-1.208.392,17	0,00
<i>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</i>	-2.537.763,41	-1.329.371,24	0,00	0,00	-2.537.763,41	-1.329.371,24
<i>Valeur nette comptable à la fin de l'exercice</i>	292.038.898,56	293.247.290,73	22.765.600,07	22.405.600,07	314.804.498,63	315.652.890,80

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net
Induservices S.A.	Luxembourg	35,00	35.000	31.12.2019	EUR	232.194	5.900
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2019	EUR	2.605.007	39.235
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	Luxembourg	99,99	244.783.196	31.12.2019	USD	308.441.651	21.049.840
Socfinde S.A.	Luxembourg	79,92	1.072.391	31.12.2019	EUR	5.940.928	268.572
Terrasia S.A.	Luxembourg	47,81	118.518	31.12.2019	EUR	527.209	23.319
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2019	EUR	762.681	-5.359
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2019	EUR	9.774.951	4.227.405
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2019	USD	16.724.768	7.411.532
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2019	EUR	1.505.666	202.686
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	1.968.120	31.12.2019	EUR	3.936.243	-391.325
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2019	EUR	3.745.512	406.925
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.315	31.12.2019	EUR	3.020.755	170.107
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.530	31.12.2019	EUR	103.055	-8.547
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2019	EUR	3.901.897	-206.935
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	750.365	31.12.2019	EUR	1.739.330	194.686
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	102.200	31.12.2019	EUR	204.180	-16.094
Socfin-KCD Co Ltd (*)	Cambodge	100,00	31.685.450	31.12.2019	KHR	134.525.335.151	-10.180.336.684
			291.939.321				

(*) Sur base de données financières auditées.

Note 4. Créances sur des entreprises liées

Ce poste se compose principalement au 31 décembre 2019, d'une créance de EUR 82.101.339 correspondant à la position vis-à-vis du cash pooling, ainsi qu'une avance de trésorerie avec la filiale Socfinde de EUR 8.950.000 (respectivement au 31 décembre 2018 : EUR 75.736.411 et EUR 8.950.000).

Etats financiers sociaux

Note 5. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1er janvier 2018	25.062.500,00	2.506.250,00	162.624.083,89	179.737.441,25	42.316.320,38	-10.885.700,00
Affectation du résultat de l'exercice 2017 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 30 mai 2018 :						
• Résultats reportés				20.544.920,38	-20.544.920,38	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2017					-10.885.700,00	10.885.700,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 26 octobre 2018						-8.708.560,00
Annulation 455.740 actions	-569.675		594.106,00			
Résultat de l'exercice 2018					24.836.323,71	
Situation au 31 décembre 2018	24.492.825,00	2.506.250,00	163.218.189,89	200.282.361,63	24.836.323,71	-8.708.560,00
Affectation du résultat de l'exercice 2018 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2019 :						
• Résultats reportés		-56.967,50		5.299.031,21	-5.242.063,71	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2018					-8.708.560,00	8.708.560,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 28 octobre 2019						-6.531.420,00
Résultat de l'exercice 2019					17.435.868,45	
Situation au 31 décembre 2019	24.492.825,00	2.449.282,50	163.218.189,89	205.581.392,84	17.435.868,45	-6.531.420,00

Capital souscrit

Au 31 décembre 2019, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.492.825 représenté par 19.594.260 actions. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions ont été annulées en 2018.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Réserve statutaire

La réserve statutaire inclut une réserve indisponible de EUR 125.993.370, relative au bénéfice dégagé lors de la constitution en 1997 de la société Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A. Auparavant cette réserve était comptabilisée en Autres réserves.

Etats financiers sociaux

Note 6. Dettes

Ce poste inclut principalement des coupons à payer pour un montant de EUR 3.489.671 (2018 : EUR 3.489.423), une dette vis-à-vis du cash pooling en dollars à hauteur de EUR 533.285 et des charges à payer pour un montant de EUR 219.420.

Note 7. Produits provenant de participations

	2019	2018
	EUR	EUR
Dividendes reçus	22.005.578,79	30.076.037,43

Note 8. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2019, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 13.750 de jetons de présence et EUR 1.991.712 de tantièmes et émoluments.

Note 9. Environnement politique et économique

La Société détient directement et indirectement des participations dans des sociétés qui opèrent en Indonésie et au Cambodge.

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique, les participations financières détenues directement et indirectement par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 10. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 a commencé en Chine en décembre 2019 et s'est répandue au reste du monde à partir du mois de janvier 2020 pour prendre le 11 mars 2020 le statut de « pandémie » décrété par l'OMS. A la date de clôture, l'épidémie n'avait pas d'impact sur les activités du Groupe.

L'épidémie de Covid-19, prenant une dimension mondiale, a fait chuter de manière spectaculaire les marchés financiers dès mi-février, faisant craindre un ralentissement de la croissance économique mondiale. Les cours des matières premières ne sont évidemment pas épargnés. Ainsi, le TSR20 1^{ère} position FOB Singapour sur SGX cote au 27 mars 2020 à 1.070 USD/tonne, contre 1.451 USD/tonne au 31 décembre 2019. De même, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont clôturé au 27 mars 2020 aux alentours des 620 USD/tonne, contre 850 USD/tonne au 31 décembre 2019.

La crise du Covid-19 a fortement affecté les secteurs liés à l'économie chinoise, notamment les groupes

évoluant dans l'industrie de l'automobile, déjà en ralentissement. Par ailleurs, les fabricants de pneumatiques sont en train d'arrêter ou de réduire drastiquement la production de la plupart de leurs usines en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et ailleurs dans le monde.

Le Conseil d'Administration s'attend à une forte baisse de la demande de caoutchouc de la part des pneumaticiens à partir du mois d'avril.

Le ralentissement de la croissance chinoise et le récent lockdown de l'Inde, les deux principaux importateurs d'huile de palme, et la chute des cours du pétrole pèsent également fortement sur les cours actuels de l'huile de palme brute.

La situation est suivie avec attention par les équipes dirigeantes. Cependant, il est trop tôt pour mesurer l'ensemble des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur l'exercice 2020. Les opérations du premier trimestre n'ont toutefois pas été affectées par cette crise.

